HAL
open science

La "Sociologie du parti" en contexte

Jean-Christophe Angaut

To cite this version:

Jean-Christophe Angaut. La "Sociologie du parti" en contexte. Sociologie du parti dans la démocratie moderne : enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes / Robert Michels, Gallimard, pp.541-586, 2015. halshs-01160853

HAL Id: halshs-01160853

https://shs.hal.science/halshs-01160853v1

Submitted on 15 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La *Sociologie du parti* en contexte

(Jean-Christophe ANGAUT)

Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie du sociologue allemand Robert Michels, ici traduit sous le titre *Sociologie du parti dans la démocratie moderne* est l'un des deux premiers ouvrages à prétention scientifique à avoir pris en considération le phénomène partisan[1], et le premier à se concentrer sur les rapports de pouvoir qui prévalent au sein des organisations politiques. Plus largement, ce qui intéresse Robert Michels au moment où il rédige ce livre, ce n'est rien moins que la possibilité de réaliser la démocratie, question pour laquelle les partis qui se réclament de la forme de démocratie la plus radicale offrent une sorte d'expérience cruciale. Ainsi qu'il le signale lui-même dans son introduction, si la démocratie ne se réalise même pas au sein des organisations partisanes qui s'en réclament explicitement, on peut en tirer une conclusion pessimiste sur les chances qu'elle se réalise au dehors. C'est la raison pour laquelle l'ouvrage a souvent été réduit à la fameuse « loi d'airain de l'oligarchie »[2] qui se trouve formulée en sa dernière partie, et qui veut que toute organisation tende à devenir une oligarchie. Cette réduction[3] a toutefois conduit à occulter ce qui fait peut-être véritablement l'intérêt de l'ouvrage. L'objet de cette postface est d'abord de fournir les éléments nécessaires à la compréhension de ce texte, touchant aussi bien au contexte historique et politique qui a prévalu à sa rédaction qu'au parcours de son auteur et aux courants de pensée auxquels on peut le rattacher, puis d'interroger l'actualité du livre de Michels.

L'essor des partis ouvriers

Le livre de Michels ne peut se comprendre sans qu'on fasse référence à la mise en place progressive en Europe d'un système des partis, au sein duquel des partis ouvriers ne tardent pas à émerger. Cet essor des premiers partis de masse doit être mis en relation avec plusieurs phénomènes concomitants. D'abord l'apparition, elle-même très variable selon les pays, de démocraties de masse, ou en tout cas de régimes qui font appel au suffrage populaire comme source de légitimation, rend nécessaire l'existence de partis pour structurer ce que l'on pourrait appeler l'offre électorale dans un contexte représentatif. Progressivement au cours du XIXe siècle, le mot « parti » perd le sens du parti que l'on prend[4] au profit du parti auquel on adhère[5]. Bien qu'elle soit plus ou moins précoce dans le temps, l'apparition de partis ouvriers dans les pays européens de la deuxième moitié du XIXe siècle doit en outre être mise en relation avec l'industrialisation des sociétés en question, leur structuration en classes sociales et l'apparition d'une société de masse. De même que les ouvriers travaillent de plus en plus dans de grandes unités de production (qui conduiront à ce que l'on appellera au XXe siècle « l'ouvrier masse »), de même ils tendent à s'organiser dans des partis de masse. Enfin, cet essor des partis ouvriers doit être référé à la prise en considération politique, croissante à mesure qu'on avance dans le siècle, de la question sociale, qui conditionne en grande partie l'organisation des ouvriers dans des partis distincts, voués à défendre leurs intérêts en tant que classe.

Bien entendu, ces trois tendances s'expriment très inégalement selon les pays. Ainsi qu'on va le voir, tous ne bénéficient pas d'un régime intégralement démocratique, ni même du suffrage universel.

---

1 L'autre, qui le précède de quelques années et que Michels ne manque d'ailleurs pas de citer, est celui de Moisei Ostrogorski, *La démocratie et les partis politique*, Paris, 1902 (réédition Paris, Fayard, 1993).

2 Cette formule constitue un détournement de la « loi d'airain des salaires » formulée par Ferdinand Lassalle.

3 En France, cette réduction a été favorisée par la réduction matérielle du texte dans la traduction proposée par Samuel Jankélévitch (Voir la « note du traducteur » ci-dessus). Il était évidemment aisé de traiter comme un simple essai un ouvrage qui avait été amputé de son introduction, de toutes ses notes et de longs passages empiriques. Cela n'empêcha pas René Rémond, dans la brève préface qu'il ajouta à la republication de cette traduction (Flammarion, 1971) de qualifier l'ouvrage de Michels comme un « grand livre ».

4 C'est en ce sens qu'on parlait encore du parti de l'ordre et du parti du progrès, ou encore du parti libéral à l'époque de la Restauration en France.

5 Cette notion de parti est encore sensible dans le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, qui ne désigne pas le programme d'une organisation politique appelée « parti communiste », mais le manifeste d'une prise de parti en faveur du communisme.

L'industrialisation et la structuration des sociétés occidentales en classes sont des processus lents et jamais totalement achevés, même s'ils produisent une impression considérable sur ceux qui en sont les témoins. Enfin tous les ouvriers, loin s'en faut, n'adhèrent pas à l'idée de se regrouper dans des organisations spécifiquement politiques et chez beaucoup prédomine ou bien l'indifférence politique, ou bien des modes d'organisation qu'on qualifiera plutôt d'antipolitiques (syndicalisme révolutionnaire, anarchisme). Il est néanmoins possible de retracer la genèse de grands partis ouvriers socialistes dans les trois pays auxquels se réfère principalement Michels dans sa *Sociologie du parti* : la France, l'Italie, et surtout l'Allemagne.

Il n'y a pas de hasard à ce que ce dernier pays constitue la référence principale de Michels. Outre qu'il s'agit de son pays natal, outre aussi le fait qu'il fut lui-même membre pendant quelques années du *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (Parti social-démocrate d'Allemagne, désormais SPD), il faut souligner qu'à l'époque le parti ouvrier allemand constitue une sorte de modèle pour tous ses homologues européens, aussi bien en raison de la précocité de sa formation que de l'ampleur de son organisation. Il y a pourtant quelque chose de paradoxal à ce que l'Allemagne ait donné naissance au plus puissant parti ouvrier d'Europe alors même qu'elle ne connaît pas, à l'époque, le régime de la démocratie représentative (le *Reichstag* y tient en effet un rôle très secondaire), alors que l'unité nationale n'y est réalisée qu'après 1871, et alors que l'industrialisation y est plus tardive, mais sans doute aussi plus rapide, qu'en France ou en Angleterre. Dans un premier temps, les ouvriers allemands, lorsqu'ils possédaient la possibilité de s'exprimer politiquement, ont accordé leurs suffrages à une formation libérale, le *Fortschrittspartei* (Parti du progrès) jusqu'à ce qu'ils considèrent, au début des années 1860, que cette formation défendait insuffisamment leurs intérêts. C'est alors qu'ils se tournent vers la figure de Ferdinand Lassalle (1825-1864), qui s'était fait connaître publiquement par ses prises de position en faveur du socialisme, en lui demandant d'être leur dirigeant politique. Cet épisode, qui mène à la création de l'ADAV (*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*, soit Association générale des travailleurs allemands) en 1862, mérite d'être signalé en ce que le parti allemand apparaît tout autant comme une forme d'auto-organisation de la classe ouvrière de ce pays, que comme le regroupement de cette classe derrière un homme charismatique susceptible de représenter ses intérêts, ce qui donne très vite, ainsi qu'en témoignera Michels, une allure monarchique au premier parti ouvrier allemand. C'est donc d'emblée l'un des paradoxes du socialisme partisan que de paraître reproduire en son sein des formes de domination contre lesquelles il est censé lutter au dehors. Après la mort prématurée de Lassalle en 1864, le parti est dirigé par Johann Baptist Schweitzer, avant de fusionner en 1875 avec l'autre grand parti ouvrier (le parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne fondé en 1869 par Wilhelm Liebknecht et August Bebel) pour former ce qui deviendra le SPD.

Dans l'Allemagne de Bismarck, le parti connaît une croissance rapide et considérable, en dépit des tentatives du chancelier du Reich pour en briser l'essor – d'abord par des mesures d'interdiction (les « lois socialistes » qui conduisent à l'interdiction du parti entre 1878 et 1890), ensuite par la mise en œuvre d'une politique sociale censée lui couper l'herbe sous le pied. Au moment où Michels publie sa *Sociologie du parti* (1911), le SPD compte ainsi trois millions de membres et parvient en 1912 à son sommet électoral en attirant sur lui plus du tiers des suffrages lors des élections au Reichstag et en devenant ainsi le premier parti allemand. Une telle organisation, dont les structures maillent le territoire allemand d'une manière de plus en plus serrée, publie sa propre presse[6] (par laquelle elle peut briser le monopole de l'État sur la parole publique) et emploie un nombre croissant de salariés (les permanents[7]), ce qui fait d'elle la seule véritable machine partisane en Allemagne. Dès lors se donne à voir au sein du SPD une double tendance qui ne tarde pas à être soulignée par ses détracteurs. La première consiste à considérer que l'histoire travaille en faveur du parti, dont la croissance irrésistible doit conduire à la révolution sociale, le pouvoir étant destiné à tomber entre ses mains comme un fruit mûr lorsque les conditions objectives seront réunies. Pour ses dirigeants, la principale tâche du parti est de se prendre lui-même pour fin et de veiller à sa propre croissance, notamment en attirant à lui des

6 Notamment à l'échelle nationale un quotidien, *Vorwärts*, et plusieurs revues (*Die Neue Zeit. Sozialistische Monatshefte*)

7 L'allemand possède le même terme, « *die Beamte* », pour désigner à la fois les permanents d'une organisation (partisane ou syndicale) et les fonctionnaires d'un État. Dans notre traduction ci-dessus, ce terme est donc traduit différemment en fonction du contexte.

suffrages qui ne proviennent pas nécessairement de la classe ouvrière. Cette dernière perspective est toutefois compromise par le succès que rencontrent, à partir des années 1890, des mouvements violemment antisémites et nationalistes, qui recrutent leurs partisans au sein de cette petite-bourgeoisie que le SPD espérait attirer vers la social-démocratie. Cette tendance s'accompagne, en second lieu, d'une forme de quiétisme politique : à l'abri derrière une rhétorique révolutionnaire aux accents parfois apocalyptiques, le SPD se garde bien de prendre de grandes initiatives politiques qui pourraient lui attirer la foudre des autorités, et dans nombre de localités, il participe même à la gestion de l'ordre capitaliste avec d'autres partis.

C'est dans ce contexte d'immobilisme théorique et pratique que le parti va être confronté à plusieurs vagues de contestation internes, aussi bien sur sa gauche que sur sa droite. Dès 1890, la fraction dite des *Jungen* (les jeunes) reproche à la direction son électoralisme, son choix du parlementarisme et son embourgeoisement, s'associant pour cela avec certaines critiques anarchistes de la social-démocratie[8]. Au tournant du siècle, c'est Eduard Bernstein qui lance la querelle du révisionnisme, proposant d'adapter la théorie social-démocrate à sa pratique politique effective et de faire le choix du réformisme[9]. Le débat est ensuite repris, au début des années 1910, par l'aile gauche du parti au début du XXe siècle, notamment autour de la question de l'usage politique de la grève générale[10]. Ces militants constatent notamment que la direction du parti considère l'action politique collective, et les expériences d'auto-organisation qui s'y jouent, comme quelque chose d'éminemment suspect. Pour une part, l'ouvrage de Michels s'inscrit entre ces deux derniers moments de contestation. Ces dissensions vont faire éclater le parti au sortir de la guerre mondiale, à l'occasion de laquelle la grande majorité de la direction social-démocrate s'est ralliée au gouvernement d'union nationale. Les anciens camarades deviendront alors des ennemis irréconciliables, d'autant que l'aile droite du parti jouera un rôle actif dans l'écrasement des soulèvements révolutionnaires de 1918-1919. Le point d'aboutissement des scissions successives qui suivront la guerre sera la création du KPD (Parti communiste allemand) qui sera incapable de s'unir au SPD pour contenir la montée du nazisme.

Les deux autres pays de référence pour l'analyse de Michels sont l'Italie et la France. En Italie, le Parti socialiste italien (PSI) est lui aussi la réunion de plusieurs mouvements, dont le principal est le parti ouvrier italien (fondé en 1882 sur la base de revendications salariales), qui fusionne avec d'autres organisations d'inspiration marxiste lors du congrès de Gênes en 1892 (il prend le nom de PSI en 1893 au congrès de Reggio d'Émilie). Dominé par la figure de Filippo Turati (1857-1932), il adopte d'abord, au contraire du SPD, des positions minimalistes, n'hésitant pas à soutenir des gouvernements libéraux, dans un pays où le parlement possède davantage de pouvoir, mais où le suffrage universel n'est pas encore acquis. Cette position mesurée attire vers lui nombre d'intellectuels renommés, dont le criminologue Cesare Lombroso, que Michels côtoya à Turin. Lorsque la gauche du parti, sur des options plus radicales, l'évince de la direction, Turati continue à maintenir ses positions réformistes en tant que chef du groupe parlementaire, ce qui permet de comprendre pourquoi Michels, lorsqu'il évoquera cette organisation, en fera souvent l'exemple d'un parti où les élus gagnent en indépendance par rapport au parti, donc d'un parti qui est dirigée par deux oligarchies concurrentes, la direction interne et le groupe parlementaire. Toutefois, l'histoire des organisations ouvrières en Italie ne se résume pas à celle du PSI. D'une part, avant la création du PSI, le socialisme italien est marqué par une forte influence anarchiste, due notamment aux contacts que possédait l'anarchiste russe Michel Bakounine dans ce pays. D'autre part, indépendamment du PSI, est né dans le sud du pays, à la fin du XIXe siècle, un puissant mouvement d'ouvriers agricoles, les *fascio*, auquel Mussolini, futur dissident du

8 Sur cet épisode, voir Dirck H. Müller, *Idealismus und Revolution. Zur Opposition der Jungen gegen den sozialdemokratischen Parteivorstand 1890 bis 1894*, Berlin, Colloquium Verlag, 1975.

9 Voir notamment l'écrit de 1899 *Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil, 1974. Cette posture réformiste n'empêchait toutefois pas Bernstein d'envisager des moyens radicaux, et notamment la grève générale, pour conquérir la démocratie politique. Au moment de la première guerre mondiale, Bernstein rejoindra même brièvement l'USPD (parti social-démocrate indépendant), scission de gauche regroupant les pacifistes du parti avant de revenir au SPD.

10 Voir notamment le recueil édité par Henri Weber : K. Kautsky, R. Luxemburg, A. Pannekoek, *Socialisme, la voie européenne*, Paris, PUF, 1982.

PSI, se référera en créant le parti fasciste.

Enfin en France, la constitution d'un parti socialiste unifié est également tardive. Elle intervient en 1905 avec la constitution de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière, par référence à la deuxième Internationale, regroupement de partis socialistes créée quelques années auparavant). Après la Commune de Paris, qui a durablement affaibli le socialisme français (notamment par l'élimination physique ou la déportation de nombre de ses membres les plus importants), divers congrès ouvriers tentent d'organiser un parti ouvrier, mais cinq tendances se dégagent, pour la plupart dominées par une personne même si elles s'en défendent. Ce qui sera identifié par la suite comme la tendance « possibiliste », formée par l'ancien militant anarchiste Paul Brousse (1844-1912), constitue une Fédération des Travailleurs Socialistes de France (1880). Lorsque Jules Guesde (1845-1922) la quitte, il fonde en 1882 le Parti Ouvrier, d'obédience marxiste. C'est d'une scission du Parti Ouvrier que naît, en 1890, le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, dominé par la figure de Jean Allemane[11] (1843-1935). Parallèlement, existe un Comité Révolutionnaire Central, d'obédience blanquiste, fondé par Édouard Vaillant (1840-1915) à son retour d'exil suite à l'amnistie des communards, et qui devient en 1898 le Parti Socialiste Révolutionnaire. Enfin, le dernier groupe n'est pas constitué en parti mais en fédération, celui des socialistes indépendants, parmi lesquels on trouve des figures importantes, comme Jean Jaurès et Aristide Briand (lui aussi ancien anarchiste).

Dans un second temps (1901-1905), un regroupement provisoire donne naissance à deux partis : une gauche révolutionnaire, qui regroupe les partisans de Vaillant et de Guesde dans un Parti Socialiste de France, et une droite réformiste formée par Allemane, Brousse et Jaurès, qui prend le nom de Parti Socialiste Français. La fusion de tous ces courants n'intervient qu'en 1905. Cette histoire mérite d'être rappelée dans la mesure où elle suggère que Michels, en France, a souvent vu le spectacle de la désunion, mais aussi de la trahison, nombre de socialistes n'hésitant pas à rallier des partis concurrents dès lors qu'ils se sont fait élire (notamment parmi les indépendants). Toutefois, l'image qu'il se fait du socialisme français est aussi tributaire de l'importance que possède à l'époque le syndicalisme révolutionnaire.

En effet, ces organisations partisanes qui se constituent sur des bases nationales au sein desquelles la vie politique est structurée et qui y recherchent le suffrage des électeurs pour avoir des représentants dans des assemblées ne possèdent pas la monopole de la mobilisation ouvrière. À leurs côtés, et parfois même avant elles, existent des syndicats et tout un mouvement orienté vers la constitution de coopératives de production et de consommation. Bien que la recherche de Michels soit principalement orienté vers les partis, elle procède à de fréquentes incursions sur le terrain des syndicats et des coopératives pour tenter d'y étendre la « loi d'airain de l'oligarchie ». Qui plus est, au sein du mouvement syndical, en France et en Italie, émerge une contestation vigoureuse de l'organisation même de la classe ouvrière en parti politique, au travers du syndicalisme révolutionnaire[12]. Ce dernier mérite d'être mentionné dans la mesure où l'on a souvent fait de Michels l'un de ses partisans, et dans la mesure où dans la cinquième partie de l'ouvrage, il s'intéresse au syndicalisme révolutionnaire comme tentative d'échapper au règne de l'oligarchie. La genèse du syndicalisme révolutionnaire à la fin du XIXe siècle en France se comprend en grande partie à partir de son ascendance anarchiste. Suite à la répression dont le mouvement anarchiste fait l'objet, notamment au moment des « lois scélérates », mais aussi en raison de ce que certains militants considèrent comme une dérive vers l'individualisme, nombre d'anarchistes se tournent vers l'action syndicale[13] et élaborent une pratique politique, bientôt érigée en doctrine, notamment par Georges Sorel (1847-1922), qui refuse de séparer la lutte syndicale

11 Jean Allemane a développé une critique des organisations qui a pu être rapprochée de celle développée par Michels, le pessimisme en moins. Voir l'article de Michel Winock, « Robert Michels et la démocratie allemaniste » in F. Bédarida (dir.), *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1976, p. 275-283.

12 Dans les textes allemands de l'époque, lorsqu'il est question de *Syndicalismus*, le mot désigne moins le mouvement syndical que le syndicalisme révolutionnaire, l'allemand possédant un terme à racine germanique, *Gewerkschaft*, pour désigner l'organisation syndicale. Dans notre traduction, nous avons donc rendu ce terme systématiquement par « syndicalisme révolutionnaire », choix que nous avons préféré à celui de « syndicalisme extrême », adopté par les traducteurs des *Œuvres politiques* de Max Weber, Paris, Albin Michel, 2004.

13 Deux figures méritent ici d'être signalées : celle de Fernand Pelloutier (1867-1901), créateur des bourses du travail, et celle d'Émile Pouget (1860-1931), secrétaire adjoint de la CGT entre 1901 et 1908.

de la lutte politique et postule la nécessaire résorption de la seconde dans la première. Ce courant est notamment celui qui domine la CGT française entre sa création (1895) et 1914. Il se montre très critique envers les partis ouvriers, en lesquels il voit des organes menant à la constitution d'une caste de spécialistes destinée à assurer l'émancipation des prolétaires à leur place, et finalement comme le germe d'une nouvelle forme d'exploitation. Comme on va le voir, ce courant connaît toutefois une déclinaison italienne, au travers des figures d'Arturo Labriola (1873-1959) et d'Enrico Leone (1875-1940), déclinaison qui s'affirme, à partir de 1904, comme une tendance de gauche au sein du PSI et pour laquelle il s'agit de s'appuyer sur l'action syndicale pour parvenir à des conquêtes politiques.

L'itinéraire de Robert Michels : du syndicalisme révolutionnaire au fascisme ?

Au moment de présenter l'auteur de la *Sociologie du parti*, il importe de se prémunir contre ce que le meilleur spécialiste allemand de son œuvre, Timm Genett, a pu appeler, à la suite de Pierre Bourdieu, « l'illusion biographique »[14], qui pousse à considérer la vie comme une histoire, entendue comme une suite d'événements mise en récit et constituant un tout orienté vers une fin. Cette illusion, celui qui écrit sa propre vie ne se trouve pas prémuni contre elle, bien au contraire : l'illusion de l'identité à soi-même dans le temps, qui constitue peut-être un besoin psychologique, et en tout cas une nécessité sociale véhiculée par l'usage du nom propre, conduit à transformer des relations de succession temporelle en relations de causalité. La manière dont il a été longtemps été rendu compte du parcours de Michels illustre assez bien les travers de cette illusion (auto)biographique. Au cours de son existence, Michels est passé de la nationalité allemande à la citoyenneté italienne, de différentes options socialistes (dont un intérêt pour le syndicalisme révolutionnaire) au fascisme, peut-être d'un idéal rousseauiste de démocratie directe à un éloge de la symbiose entre masse et chef charismatique, ou encore d'un usage critique à un usage non critique de ce que l'on appelle la théorie des élites. Or non seulement, comme on va le voir, sa figure a pu être convoquée comme un cas paradigmatique permettant d'attester d'une continuité entre le syndicalisme révolutionnaire et le fascisme, mais lui-même a pu entretenir cette idée en insistant, lors de sa période d'engagement fasciste, sur la « sous-tendance d'orientation syndicaliste révolutionnaire au sein du socialisme allemand » à laquelle il aurait appartenu entre 1903 et 1907[15].

Qui est donc l'auteur de la *Sociologie du parti* ? Robert Michels est né à Cologne le 9 janvier 1876 dans une famille de grands capitalistes de l'industrie textile. À la fin de sa vie, devenu citoyen italien, il insistera lui-même sur cette origine rhénane en soutenant que cette Rhénanie, mariée contre son gré à la Prusse malgré ses traditions libérales, était en quelque sorte l'Italie de l'Allemagne et que lui-même était un « Romain de Rhénanie »[16]. Très tôt, le jeune Michels a été doté d'une culture internationale. À l'âge de neuf ans et après quelques années d'instruction privée, ses parents l'inscrivent au collège français de Berlin, où il étudie de 1885 à 1889. Adolescent, il est déjà capable de parler et de lire le français et l'italien, et il semble qu'il ait accompli quelques voyages précoces en Angleterre, en Belgique et aux Pays-Bas. Très marqué par son année de préparation militaire, il en ressort profondément antimilitariste. Alors qu'il est âgé d'une vingtaine d'années, Michels rompt progressivement avec son milieu familial et commence à fréquenter la bohème littéraire. Dans ce contexte, son intérêt se porte vers les questions de morale sexuelle, qui sont à l'époque très débattues dans ce qu'on qualifierait aujourd'hui de milieux alternatifs, où la culture libertaire joue un grand rôle. Ces questions forment la matière des premiers textes théoriques de Michels, et elles l'intéressent durablement puisque l'année même où paraît la *Sociologie du parti*, il publie son livre *Les limites de la morale sexuelle*[17].

D'un point de vue académique, Michels fait principalement ses études, entre 1902 et 1907, à l'Université de Marbourg, une ville universitaire située à proximité de Francfort. Il y prépare d'abord

14 Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, vol. 62, n° 62-63, p. 69-72. Voir Timm Genett, *Der Fremde in Kriege. Zur politischen Theorie und Biographie von Robert Michels 1876-1936,* Berlin, Akademie Verlag, 2008, p. 15. Cette partie de notre postface est très largement tributaire de ce monumental ouvrage.

15 Robert Michels, « Eine syndikalistisch gerichtete Unterströmung im deutschen Sozialismus (1903–1907) », dans l'ouvrage collectif *Festschrift für Carl Gründberg zum 70. Geburtstag*, Leipzig, C. L. Hirschfeld, 1932, p. 343–364.

16 T. Genett, *op. cit.*, p. 17.

17 Robert Michels, *Die Grenzen der Geschlechtsmoral*, Munich/Leipzig, Frauenverlag, 1911.

une thèse d'histoire sur Louis XIV en vue de devenir professeur. Toutefois, il s'éloigne assez vite de cet intérêt pour l'histoire classique, et en même temps qu'il est inscrit à Marbourg, il donne des cours à l'Université Libre de Bruxelles et au Collège Libre des Sciences Sociales à Paris (vers 1903-1905) et il est membre de la Société de Sociologie de Paris et de l'Institut International de Sociologie[18]. Parallèlement, il découvre l'Italie en 1900 où il noue des contacts avec les milieux scientifiques locaux, notamment le criminologue socialiste Lombroso et le théoricien libéral conservateur de la classe politique Mosca. Rien d'étonnant dès lors à ce que, lorsque les portes de l'Université allemande lui sont fermées en raison de ses engagements politiques[19], il se tourne vers l'Italie.

De 1901 ou 1902 à 1907, Michels est membre du SPD. Initialement, il y entre avec des motivations républicaines. Parce qu'il n'existe pas de parti républicain en Allemagne, il voit dans le SPD le représentant des tendances démocratiques et libérales et considère qu'il peut devenir le vecteur de la modernisation politique de l'Allemagne dans un sens républicain. Au sein du SPD, il est d'abord considéré comme un représentant d'une forme radicale (pour l'époque) de féminisme et comme un spécialiste des questions de morale sexuelle, qui s'exprime en particulier dans la presse féminine du parti. Lorsqu'il quitte ce parti en 1907, ce n'est pas seulement parce qu'il quitte l'Allemagne pour aller enseigner à Turin, mais surtout en raison de la passivité du SPD devant la montée du militarisme. Dans le même temps, Michels a également une connaissance de terrain du PSI, dont il fréquente plusieurs membres et dont il a peut-être été adhérent[20]. Si l'on songe au travail de sociologie qu'il mène, dès 1906, sur les partis politiques, on peut considérer le militantisme de Michels au sein de ces organisations comme une forme d'observation participante. À partir de 1906, il publie plusieurs articles sur le SPD et le PSI, dont certains seront repris à peu près en l'état dans sa *Sociologie du parti*[21]. Parallèlement, Michels est en contact avec certains partisans français du syndicalisme révolutionnaire, et notamment ceux qui gravitent autour de la revue d'Hubert Lagardelle *Le mouvement social*, dans laquelle il publie plusieurs articles[22]. D'une manière générale, ses recherches sociologiques sur les partis coïncident avec son éloignement progressif de la vie partisane et la perte de ses idéaux socialistes et démocratiques initiaux.

Bien qu'il enseigne désormais en Italie, Michels, jusqu'à la première guerre mondiale, ne désespère pas d'obtenir un poste en Allemagne et entreprend toutes sortes de démarches en ce sens, démarches qui viennent démentir l'image, construite rétrospectivement, d'un homme converti dès 1912 au nationalisme italien à la suite de la conquête de la Tripolitaine[23]. En 1913, il demande cependant la nationalité italienne (qu'il n'obtiendra qu'après la guerre) et en 1914 il obtient un poste de professeur d'économie politique et de statistique à Bâle, en Suisse alémanique, où il restera jusqu'en 1928. C'est là que la guerre le surprend. Refusant de rentrer dans son pays natal, et toujours hostile au militarisme prussien, il prend progressivement fait et cause pour l'entrée en guerre de l'Italie contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie[24], ce qui occasionne sa rupture avec Max Weber. Timm Genett a montré d'une manière assez convaincante que Michels, à cette époque, adopte une position de fidélité envers le gouvernement italien, quel qu'il soit. Bien que Michels soit passé à la postérité comme l'auteur du premier grand livre de sociologie sur les partis politiques, on aurait tort de le considérer comme un spécialiste exclusif de ce domaine. Après la publication de son livre, il ne revient plus dessus, et la

18 Ces deux derniers groupes ont été fondés par René Worms (1869-1926) – figure aujourd'hui oubliée et qui était alors en train de perdre de sa centralité face à la sociologie de Durkheim.

19 Bien qu'il ne partage aucunement ces engagements, Max Weber fait alors savoir publiquement son scandale devant cette mesure discriminatoire (« Die sogenannte 'Lehrfreiheit' an den deutschen Universitäten », *Frankfurter Allgemeine* Zeitung, 20 septembre 1908).

20 On ne possède pas de trace formelle de cette adhésion, mais c'est pourtant en tant que représentant de cette organisation que Michels est délégué au congrès de 1907 de la Deuxième Internationale à Stuttgart.

21 Michels en donne lui-même la liste dans l'avant-propos à la première édition allemande.

22 Ces articles, publiés dans la revue entre 1904 et 1914, ont été reproduits dans Robert Michels, *Critique du socialisme – Contribution aux débats au début du XXe siècle*, Paris, Kimé, 1993. La fréquentation par Michels de Lagardelle (1874-1958), qui fut plus tard ministre du travail du régime de Vichy, a pu être alléguée en faveur d'une continuité entre syndicalisme révolutionnaire et fascisme.

23 T. Genett, *op. cit.*, p. 25. En 1911, l'Italie conquiert cette partie de l'actuelle Libye pour en faire une colonie de peuplement, ce qui est l'occasion d'une grande vague nationaliste dans le pays.

24 Initialement alliée de ces deux pays, l'Italie reste neutre lors de la déclaration de guerre en 1914, puis se retourne contre eux l'année suivante.

deuxième édition qu'il en donne, en 1925, constitue davantage un toilettage de la première qu'une véritable mise à jour permettant d'attester qu'il a poursuivi ses recherches sur le sujet avec une égale intensité. En revanche, à côté de ses travaux sur la morale sexuelle, on trouve une ébauche de sociologie du patriotisme développée à propos de l'Italie, une réflexion sur l'impérialisme italien avec l'expédition sur Tripoli, une réflexion sur la guerre également, et enfin des textes qui accompagnent son retour en Italie en 1928 et son compagnonnage avec le fascisme.

Précisément, la recherche récente sur le parcours de Michels permet de remettre en cause non seulement la date, mais probablement aussi le sens de l'adhésion du sociologue au fascisme. Contre l'idée couramment répandue selon laquelle Michels aurait adhéré au fascisme dès le début des années 1920, et donc avant même la prise du pouvoir par Mussolini[25], les recherches effectuées par T. Genett sur les archives de Michels, conservées à la fondation Einaudi de Turin, ont permis d'établir que Michels n'avait adhéré au PNF (*Partito Nazionale Fascista*) qu'en 1928, date à laquelle il obtient de Mussolini un poste de professeur d'économie politique à l'école corporative de Bologne. Requise pour obtenir ce poste, l'adhésion pourrait bien n'être qu'un acte de carriérisme universitaire, davantage qu'une démarche de profonde conviction. Du reste, cette adhésion tardive et opportuniste au fascisme ne dédouane en rien Michels, bien au contraire : si quelques socialistes révolutionnaires pouvaient encore se faire des illusions sur Mussolini au début des années 1920, cela semble impossible après le durcissement du régime qui suit l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti en juin 1924.

Ce parcours permet-il de faire de Michels l'archétype d'un passage naturel du syndicalisme révolutionnaire au fascisme ? Cette hypothèse a notamment été défendue par Zeev Sternhell dans son ouvrage sur la *Naissance de l'idéologie fasciste*[26]. Indépendamment des nombreuses difficultés méthodologiques que soulèvent les travaux de Z. Sternhell[27], ceux-ci, en ce qui concerne Michels, sont grevés par deux défauts principaux. Le premier consiste à faire de Michels le représentant d'un courant sorélien[28]. Or si Michels est bien proche, vers 1903-1907, du syndicalisme révolutionnaire, c'est bien plutôt de sa forme italienne que de sa forme française[29] : il s'agit moins pour lui de dénoncer les partis politiques en tant que tels que de compter sur la mobilisation économique des masses pour parvenir aux conquêtes politiques que la direction réformiste du parti ne peut obtenir. Si le syndicalisme révolutionnaire français est très largement dirigé contre les partis, son équivalent italien (et allemand) constitue une tendance interne aux partis socialistes, tendance qui envisage un usage spécifiquement politique de la grève générale.

Le second défaut nous intéresse encore davantage, en tant qu'il engage certains passages de la *Sociologie du parti*. Rendant compte du débat qui oppose en 1907, dans les colonnes du *Mouvement socialiste*, Michels à Édouard Berth, disciple de Sorel[30], Z. Sternhell estime que Michels produit, dans son article, une critique du syndicalisme révolutionnaire que les amis de Sorel tarderaient à comprendre et qui marquerait une étape dans la dissolution de ce courant et son rapprochement avec le nationalisme. Or cette lecture ne tient que si l'on considère que Michels produit une critique interne, ce qui n'est pas le cas : il s'en prend plutôt à la version française du syndicalisme révolutionnaire, et plus précisément encore sorélienne. Il faut ici mentionner la manière toute particulière qu'a Z. Sternhell de lire le textes de Michels. Celui-ci, dans un passage de son article qui sera repris dans la *Sociologie du parti*, écrivait que

25 Pour un exemple typique de l'état antérieur de la recherche, voir Wilfried Röhrich, *Robert Michels – Vom sozialistisch-syndicalistischen zum faschistischen Credo*, Berlin, Duncker & Humblot, 1972

26 Z. Sternhell, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, 1989. Dans sa préface à la 4ème édition allemande de la *Sociologie du parti*, Frank R. Pfetsch n'hésite pas à écrire, pour sa part, que le parcours de Michels témoigne de la « connexion intrinsèque entre les totalitarismes de gauche et de droite » (R. Michels, *Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie*, Stuttgart, Kröner, 1989, p. XXIII). Ironiquement, on relèvera que Michels n'est pas loin d'opérer ce rapprochement dans la 2ème édition lorsqu'il signale dans une note (ci-dessus, 5ème partie, ch. III, 2ème alinéa en partant de la fin) que la théorie des élites de Pareto a été adoptée successivement par Georges Sorel et par les fascistes.

27 Voir Francesco Germinario, « Fascisme et idéologie fasciste : problèmes historiographiques et méthodologiques dans le modèle de Zeev Sternhell », *Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 1, 1995, p. 39-78.

28 Z. Sternhell, *op. cit.*, p. 46.

29 Jean-Luc Pouthier, « Robert Michels et les syndicalistes révolutionnaires français », *Cahiers Georges Sorel*, n° 4, 1986, p. 39-60

30 Pour l'article de Michels, voir *Critique du socialisme*, *op. cit*, p. 46-48.

le prolétariat n'était pas par essence révolutionnaire et qu'il y avait des socialistes avant l'existence du prolétariat, et il songeait par là au rôle des intellectuels, le socialisme apparaissant comme la rencontre entre des éléments éthiques et l'égoïsme de classe du prolétariat. Voici ce que cela donne, lu par Z. Sternhell : « C'est bien ce qui ressort de l'analyse de Michels : le socialisme peut exister indépendamment de la classe ouvrière. Toute la classe ouvrière n'est pas socialiste, tous les syndicats ouvriers dans le monde ne sont pas socialistes, et tous les socialistes ne sont pas ouvriers. Les relations entre socialisme et prolétariat ne sont donc pas des relations essentielles. Et puisqu'il peut y avoir un socialisme sans prolétariat, pourquoi n'y aurait-il pas de socialisme pour toute la Nation ? Henri de Man et Marcel Déat, théoriciens socialistes, parviendront à cette même conclusion à la suite de Michels. »[31] Évidemment, le malheureux lecteur de *Naissance de l'idéologie fasciste* ne peut pas deviner que Michels, dans son article, ne parvient pas du tout à cette conclusion, qu'il considère au contraire qu'il ne saurait y avoir de socialisme sans prolétariat, qu'il n'y a aucun rapport de filiation entre Michels et ces deux socialistes ralliés ultérieurement à la collaboration, par des voies qui sont d'ailleurs elles-mêmes bien distinctes. Fondamentalement, ce que manque ici Z. Sternhell, ce sont les buts politiques qui sont proprement ceux de Michels, lequel ne cesse d'évoquer, depuis 1904, l'impuissance de la social-démocratie à arracher des réformes libérales à l'État prussien.

On se gardera donc de lire la *Sociologie du parti* à la lumière de l'évolution ultérieure de Michels. S'il est vrai que le texte correspond, de la part du sociologue allemand, à une forme de recul désabusé vis-à-vis de l'engagement qui fut le sien quelques années auparavant, et si la note pessimiste sur laquelle s'achève l'ouvrage semble difficilement compatible avec un engagement révolutionnaire, ou même radicalement démocratique, il est tout aussi difficile de trouver dans ce texte ne serait-ce que les prémisses de l'engagement fasciste ultérieur de son auteur, et cela y compris dans les passages qui constituent des ajouts de la seconde édition[32]. D'une manière tout à fait singulière, bien qu'il cite à plusieurs reprises l'ouvrage, Michels ne fait aucune allusion, dans la seconde édition de la *Sociologie du parti*, à la thématique de la domination charismatique développée dans *Économie et société* de Max Weber, chose qu'il ne se privera pas de faire, en revanche, au cours des dernières années de sa vie afin de légitimer le pouvoir de Mussolini. En revanche, plusieurs passages de l'ouvrage suggèrent un engagement sans illusions en faveur de la démocratie, interprétation favorisée notamment par les formulations dynamiques de la fameuse « loi d'airain de l'oligarchie »[33].

Du reste, quel est le concept de démocratie que mobilise Michels dans la *Sociologie du parti*, et peut-on même parler d'un concept unique de démocratie ? Bien qu'il ait été souvent présenté comme un auteur ayant défendu des formes directes de démocratie, notamment dans sa jeunesse[34], il n'est pas du tout certain que cette option supposée se retrouve dans notre texte. De fait, on trouve pas moins quatre concepts différents de démocratie dans la *Sociologie du parti*[35]. Le premier définit la démocratie par l'égalité formelle, donc selon des critères de droit public très lâches[36]. Si le deuxième concept de démocratie est bien emprunté à Rousseau, c'est dans un contexte où il s'agit de dire que la limite entre démocratie et aristocratie se situe à 50% de participants aux fonctions officielles, au droit de vote, etc.[37] Ce n'est qu'en troisième lieu que la démocratie est définie comme démocratie directe et domination

31 Z. Sternhell, *op. cit.*, p. 166.

32 Tout au plus l'unique mention de Mussolini à la fin de l'avant-propos à cette seconde édition peut-elle être considérée comme complaisante. Mais lorsqu'il n'exclut pas tout simplement le fascisme de son champ d'investigation du fait de son anti-démocratisme, ne le mettant en parallèle avec le bolchevisme, Michels ne passe pas sous silence, notamment dans la dernière partie de l'ouvrage, les méthodes violentes par lesquelles les fascistes ont écrasé les socialistes.

33 Il n'est pas anodin en effet que Michels considère par endroits sa « loi » comme une tendance (« qui dit organisation dit *tendance à l'oligarchie* », apprend-on ainsi la fin du ch. I de la section A de la 1ère partie), qui pourrait dès lors être contrecarrée par d'autres tendances, sans pour autant disparaître. En revanche, le chapitre 2 de la 6ème partie, consacré à cette loi contient des formules plus pessimistes.

34 Cette préférence supposée pour la démocratie directe est bien entendu également mise à contribution pour voir dans le refus de la représentation, voire l'antiparlementarisme, un trait commun à l'itinéraire de Michels, du syndicalisme révolutionnaire au fascisme.

35 Nous nous appuyons ici sur le recensement effectué par Timm Genett, *op. cit.*, p. 433.

36 Voir ci-dessus, Introduction, ch. I.

37 Michels estime en outre que « dans la vie des peuples, les deux concepts théoriques fondamentaux de l'ordre étatique sont […] si élastiques qu'ils se touchent fréquemment. » (*ibid.*)

immédiate de la masse, par différence avec la simple république[38]. Enfin, Michels définit en plusieurs endroits la démocratie par la possibilité pour tout un chacun d'accéder aux fonctions dirigeantes (et non par la disparition de telles fonctions), c'est-à-dire par le principe qui veut que tous soient électeurs et éligibles.

Il s'agit donc moins pour Michels de s'en tenir à un concept unique de démocratie pour s'affirmer le défenseur d'une idée politique, que d'en repérer les différentes déclinaisons et finalement l'absence de rigueur conceptuelle. Ou bien la démocratie est un idéal irréalisable, celui de la domination directe des masses, ou bien elle est un concept incomplet, peu rigoureux, qui finit par développer les contradictions qu'il renferme. On trouve donc en creux chez Michels une critique du concept de démocratie comme concept plastique, idéologique. Cette critique est dirigée aussi bien contre la science politique que contre les tenants des idéaux démocratiques, puisqu'elle porte autant sur l'inadéquation de tels concepts pour rendre compte de la vie des peuples que sur les illusions qui s'attachent à un concept maximal de démocratie. Dans la conclusion de l'ouvrage, Michels affirme ainsi s'être donné pour tâche de « dissiper quelques illusions démocratiques superficielles et trop légères par lesquelles la science était égarée et les masses abusées »[39]. S'il fallait dès lors cerner la position politique de Michels dans la *Sociologie du parti*, il serait sans doute plus juste, plus modeste aussi, de considérer qu'il se demande à quelles conditions une vie politique et sociale plus libre est possible.

Michels entre sociologie wébérienne, théorie des élites et psychologie des foules

En France et dans le monde anglo-saxon, Robert Michels est souvent présenté comme un élève de Max Weber qui aurait écrit la sociologie du parti dont son maître n'avait proposé que des fragments[40]. Cette lecture a des arguments en sa faveur. Les deux principaux sont la dédicace à Max Weber de la première édition de la *Sociologie du parti* et l'importante correspondance qu'ont échangée les deux hommes au cours de l'élaboration de l'ouvrage. On peut prendre pour fil conducteur sur cette question un article de Lawrence Scaff[41] qui constitue un condensé des arguments en faveur de cette inscription supposée de la *Sociologie du parti* « dans le cadre de la science sociale wébérienne ». Disons-le d'emblée : la principale faiblesse de cet article est de se fonder essentiellement, pour ce qui concerne Michels, sur de la littérature secondaire et de ne se concentrer, pour étudier les rapports entre les deux auteurs, que sur les textes de Weber qui cherchent à orienter le travail de Michels.

Les relations entre Weber et Michels s'amorcent en 1906 lorsque ce dernier publie quelques études préparatoires à son travail sur les partis dans la revue *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*. Weber, qui siège au comité de rédaction de la revue et que Michels a contacté, lui fait part de l'intérêt qu'il porte à cette recherche. À partir de cette date, et jusqu'à leur rupture en 1915, les deux, devenus amis, vont échanger une trentaine de lettres. S'appuyant sur cette correspondance, L. Scaff évoque une « décennie d'étroite association entre les deux hommes »[42]. La pièce principale est ici constituée par la lettre que Weber adresse à Michels en date du 26 mars 1906[43], lettre qui conduit L. Scaff à estimer que Weber a exercé un contrôle à la fois sur la forme qu'a prise l'enquête effectuée par Michels et sur les résultats substantiels qui en sont sortis, l'écart minime entre les deux auteurs résidant finalement dans le fait que Weber aurait préféré que la *Sociologie du parti* se développe dans le cadre d'une sociologie de la

38 Voir dans la 1ère partie, section A, ch. 2, le passage consacré à l'institution suisse de la *Landgemeinde*.

39 Voir ci-dessus, p. [] [6ème partie, ch. 3, 9ème alinéa].

40 En France, cette façon de lire Michels est notamment représentée par les livres de Jean-Marie Vincent, *Max Weber ou la démocratie inachevée*, Paris, Éditions du Félin, 1998, et d'Yves Sintomer, *La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*, Paris, La Découverte, 1999.

41 Lawrence Scaff, « Max Weber and Robert Michels », *The American Journal of Sociology*, Vol. 86, No. 6 (May, 1981), p. 1269-1286, et p. 1274 pour la citation. Deux articles beaucoup plus nuancés de Wolfgang J. Mommsen doivent également être signalés : « Robert Michels und Max Weber. Gesinnungsethischer Fundamentalismus gegen verantwortungsethischen Pragmatismus », in Wolfgang J. Mommsen et Wolfgang Schwentker, *Max Weber und seine Zeitgenossen*, Göttingen und Zürich, 1988 ; et « Max Weber and Roberto Michels: An Asymmetrical Partnership », *Archives européennes de sociologie*, n° 22, p. 100-116.

42 Lawrence Scaff, *art. cit.*, p. 1272.

43 Publiée ci-dessus en annexe.

domination alors que la perspective adoptée par Michels serait plutôt d'ordre éthique. Dans cette lettre, Weber recommande à Michels de prêter attention à la structure légale et formelle du parti et à sa signification pratique, à éviter toute exégèse idéologique et à se concentrer sur le côté purement technico-structurelle de la politique. Pour Weber, quelles que soient les particularités idéologiques du SPD, il n'en demeure pas moins une machine, comme les partis américains, et doit à ce titre être examiné comme tel. Weber estime que lui et Michels ont pour intérêt commun l'étude de la manière dont les idéaux proclamés par le parti, la machinerie indispensable, la hiérarchie qui en découle et la bureaucratie s'influencent réciproquement[44]. Pour L. Scaff, Weber a influencé la forme du travail de Michels en dispensant à ce dernier des conseils méthodologiques. Ceux-ci se ramènent de fait essentiellement à refuser jugements de valeur et concepts collectifs[45]. Constatant que, dans l'avant-propos de son ouvrage, Michels affirme avoir abordé le phénomène partisan d'une manière dépassionnée, L. Scaff en conclut, bien hâtivement, que Michels a donné libre cours à ses intentions wébériennes. Outre que ce n'est assurément pas l'absence de passion qui caractérise le travail scientifique pour Weber[46], on ne saurait non plus résumer l'apport méthodologique de ce dernier dans l'histoire de la sociologie à son refus des jugements de valeur.

Mais surtout, les tentatives wébériennes d'orienter le travail de Michels doivent être confrontées à leur résultat, constaté par Weber lui-même lorsqu'accusant réception de la *Sociologie du parti*, il fait part à son auteur de ses premières observations[47]. D'une confrontation entre cette lettre, celle par laquelle avait commencé la correspondance entre les deux hommes et les deux éditions de la *Sociologie du parti*, on peut faire ressortir les trois éléments suivants.

En premier lieu, en décembre 1910, Weber reproche à Michels de ne pas avoir suffisamment exploité les sources qu'il lui avait indiquées quatre ans plus tôt : de l'ouvrage de James Bryce, *The American Commonwealth*, il n'a consulté que l'édition abrégée, et de celui de Moisei Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, il n'a retenu (pour les rejeter) que les conclusions thérapeutiques[48]. Pour Weber, cette négligence n'a pas permis à Michels de se confronter sérieusement à la réalité partisane américaine, et particulièrement à la manière dont le fonctionnement même des campagnes électorales conduisait les partis à se transformer en machines, ce qui l'a aussi privé d'un point de comparaison pour comprendre les spécificités de la social-démocratie allemande.

En second lieu, dans la mesure où l'avant-propos de la seconde édition de la *Sociologie du parti* affirme avoir tenu compte des critiques adressées par Weber, il n'est pas inutile de considérer ce qu'il en est dans le détail. Si l'on met de côté les corrections de pure forme, les remarques de Weber ont, dans les faits, connu deux sorts distincts. Les unes ont été partiellement prises en compte, parfois si partiellement que cela s'apparente à de la dénégation : ainsi des « lois psychologiques éternelles », qui deviennent celles de la sociologie[49], ou du « parti qui n'est qu'un moyen en vue d'une fin supérieure », et qui n'est plus que « censé n'être qu'un moyen en vue d'une fin supérieure »[50], ou encore de la simple

---

44 Dans sa lettre à Michels du 3 juin 1906 (Max Weber, *Gesamtausgabe*, vol. II/5, Mohr Siebeck, 1989, p.) Weber avance l'hypothèse suivante : la combinaison d'une conception du monde et d'une bureaucratie très développée a pour effet une rigidité doctrinale qui empêche le parti de manœuvrer dans le champ politique et d'élargir sa base électorale en direction d'éléments de la bourgeoisie.

45 C'est notamment le sens de quatre lettres d'août 1908 dans lesquelles Weber explique à Michels pourquoi l'un de ses articles, cote mal taillée entre texte de propagande et analyse scientifique, a été rejeté par la revue (voir Max Weber, *Gesamtausgabe*, vol. II/5, *op. cit.*, p.). On trouve dans ces lettres une ébauche à la fois de la distinction entre jugements de fait et jugements de valeur qui sera défendue dans son « Essai sur le sens de la 'neutralité axiologique' dans les sciences sociologiques et économiques » de 1917 (traduit dans Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, trad. J. Freund, Paris, Plon, 1965) et de la distinction entre éthique de la conviction et éthique de la responsabilité qui fera l'objet d'un développement célèbre dans la conférence de 1919 sur *La politique comme profession* (voir Max Weber, *Le savant et le politique*, trad. C. Colliot-Thélène, Paris, La Découverte, 2003, p. 192 *sq.*).

46 Voir à ce sujet la conférence de 1917 sur *La science comme profession* dans Max Weber, *Le savant et le politique*, *op. cit.*, p. 76 *sq.*

47 Voir ci-dessus en annexe la lettre de Weber à Michels de décembre 1910.

48 Dans la 1ère édition de l'ouvrage, l'ouvrage d'Ostrogorski est même mentionné sans indication de page, ce qui sera corrigé dans la seconde édition, laquelle mentionnera l'ouvrage à trois autres reprises.

49 Voir ci-dessus, 2ème partie, ch. 3, 3), dernier alinéa.

50 Voir ci-dessus, 6ème partie, ch. 2, 3ème alinéa en partant de la fin.

mention de l'objection faite par Weber aux motifs de la transmission héréditaire du pouvoir[51]. Quant au « pouvoir qui est toujours conservateur »[52], Michels n'en supprime la mention que pour assurer que « la participation au pouvoir rend toujours conservateur », ce qui ne règle, on va le voir, qu'une partie des problèmes. En revanche, la contestation par Weber de la thèse selon laquelle la professionnalisation des dirigeants du parti se traduirait par une supériorité de culture sur les autres membres du parti est sans doute à l'origine du fait que Michels a substitué, à l'endroit visé, le vocabulaire de la formation à celui de la culture[53]. Toutefois, il n'est pas anodin que Michels accorde une place finalement plus réduite qu'on ne l'a longtemps prétendu à la question de la bureaucratisation des organisations ouvrières[54].

Les autres remarques de Weber sont en revanche demeurées lettre morte, peut-être parce qu'elles touchaient trop fondamentalement au propos de l'ouvrage. Ainsi, pour définir les classes sociales dans l'introduction de la *Sociologie du parti*, Michels conserve le critère du revenu, et non celui de la distinction entre les propriétaires du capital et ceux qui leur sont soumis, que lui avait suggéré Weber[55]. Plus fondamentalement encore, Weber conteste la thèse, qu'il croit repérer chez Michels, d'un dévoiement de partis originellement démocratiques en soulignant que ces organisations ont de toute façon été créées par leurs dirigeants[56]. Apparemment anodine, la remarque qui dénonçait un anthropomorphisme derrière l'idée selon laquelle l'État avait intérêt à sa propre conservation (et qui est simplement repoussée par Michels[57]) renvoie à deux aspects capitaux de la méthodologie wébérienne : l'individualisme méthodologique et la construction d'idéaux-types. Enfin, Michels ne changera rien au passage de son ouvrage critiqué par Weber qui évoquait l'incompatibilité croissante de la bureaucratie avec le bien commun[58].

Mais le nerf des critiques de Weber, et sans doute le point qui empêche qu'on fasse de Michels un sociologue wébérien, c'est l'absence chez ce dernier de toute sociologie de la domination[59]. Comme le signale Weber dans sa lettre de décembre 1910, il manque à Michels un véritable concept de domination (*Herrschaft*). Alors que le grand sociologue allemand définira la domination comme cette espèce de pouvoir qui repose sur l'obéissance, l'acquiescement et le plus souvent une reconnaissance de légitimité du côté des dominés[60], Michels semble la réduire à la simple détention stable du pouvoir, ce qui lui permet (véritable contradiction dans les termes pour Weber) de parler de la démocratie comme un régime de « domination de la masse »[61].

Quant aux rares passages de la *Sociologie du parti* qui mentionnent explicitement Weber, deux doivent retenir notre attention en ce qu'ils semblent indiquer une compréhension très partielle de ce que ce dernier avait en vue. Dès la première édition, Michels signale les propos tenus par Weber lors de la conférence de 1909 du *Verein für Sozialpolitik* (Association pour la politique sociale) dont il était membre, à propos de la disposition intérieure du bureaucrate, qui tire son honneur de la conscience

51 Voir ci-dessus, Introduction, ch. 2, 1er alinéa.

52 Voir ci-dessus, 6ème partie, ch. 1, 1er alinéa.

53 Voir ci-dessus, 1ère partie, section C, ch. I. Cette remarque est importante pour Weber, puisqu'elle renvoie au caractère spécifique de la bureaucratie, qui signifie pour le sociologue allemand routine et compétence formellement attestée, mais certainement pas surcroît de culture.

54 De sorte qu'on peut aussi contester que la mention par Weber, dans sa conférence sur *La politique comme profession*, d'une critique de la bureaucratisation au sein du SPD lui aurait été inspirée par Michels, comme l'indique Catherine Colliot-Thélène dans ses notes à la traduction de ce texte *(op. cit.*, p. 164).

55 Voir ci-dessus, Introduction, ch. III, 5ème alinéa.

56 Cette remarque trouve un écho dans *Économie et société* qui définit les partis comme « des sociations reposant sur un engagement (formellement) libre ayant pour but de procurer à leurs dirigeants le pouvoir au sein d'un groupement et à leurs militants actifs des chances – idéales ou matérielles – de poursuivre des buts substantiels, d'obtenir des avantages personnels, ou de réaliser les deux ensemble. » (M. Weber, *Économie et société*, trad. J. Freund *& alii*, Paris, Plon, coll. Pocket, 1995, t. I, p. 371 – traduction modifiée)

57 Voir ci-dessus, 2ème partie, ch. IV, début du 1er alinéa.

58 Voir ci-dessus, 2ème partie, ch. IV, fin du 1er alinéa.

59 La sociologie wébérienne de la domination est désormais mieux connue en France avec la traduction de différents essais initialement publiés dans l'édition allemande d'*Économie et société* : Max Weber, *Sociologie de la domination*, trad. I. Kalinowski, Paris, La Découverte, 2013.

60 M. Weber, *Économie et société*, *op. cit.*, t. I, p. 95 *sq.* et p. 285 *sq.*

61 Dans ce contexte, le mot *Herrschaft* a presque, chez Michels, le sens de « souveraineté ». Ce lexique est notamment utilisé dans l'introduction et la conclusion de l'ouvrage.

qu'il a de mieux connaître leurs problèmes que les intéressés eux-mêmes[62]. Or Michels ne retient de cette remarque que l'attitude de supériorité du bureaucrate, et non la dimension de l'honneur attaché à une profession, ce qui était pourtant pour Weber le point capital[63]. Enfin, dans la seconde édition, Michels mentionne la distinction proposée par Weber dans l'un des textes réunis après sa mort dans *Économie et société* entre « missionnaires » et « intéressés », mais il commet à son propos un contresens, rétablissant d'ailleurs, en croyant le critiquer, ce que voulait dire Weber[64]. En extrapolant à partir de ce dernier cas, on serait tenté de dire que lorsque Michels s'inscrit dans le cadre méthodologique de la sociologie wébérienne, c'est par accident...

Il est possible, toutefois, que l'inclusion de Michels dans une « école wébérienne » soit surtout un phénomène français et anglo-saxon. Dans son pays d'adoption, l'Italie, l'auteur de la *Sociologie du parti* est plus souvent considéré comme le troisième élément d'une sociologie des élites, dont les deux autres représentants sont Gaetano Mosca (1858-1941) et Vilfredo Pareto (1848-1923)[65], ce qui peut s'autoriser d'une part des mentions de ces deux auteurs à un moment décisif de la *Sociologie du parti*, lors de la formulation de la « loi d'airain de l'oligarchie », et d'autre part des rapports personnels que Michels a très tôt entretenus avec Mosca (en revanche, il ne fera la connaissance de Pareto qu'après la publication de l'ouvrage). Si l'on se fie à cette réception, Michels serait celui qui a appliqué cette sociologie élitiste aux partis politiques. De fait, signe d'un échange important entre les trois auteurs, on trouve une réception de l'ouvrage de Michels dans les écrits ultérieurs de Mosca et de Pareto – écrits qui seront à leur tour cités dans la seconde édition de la *Sociologie du parti*.

C'est le cas de Mosca dans la seconde édition de ses *Éléments de science politique*[66] (1923), dont la deuxième partie comporte nombre de mentions des travaux de Michels, présentés comme de simples continuations des hypothèses avancées au préalable par Mosca. Dans le quatrième chapitre[67], Mosca souligne cependant la valeur qu'a pour lui la quatrième partie de la *Sociologie du parti*, en tant qu'elle repère l'introduction d'éléments issus de la bourgeoisie parmi les élites du mouvement socialiste. D'une manière générale, l'apport des travaux de Michels à la sociologie de Mosca se marque par l'inclusion du phénomène partisan dans la problématique de la classe dirigeante, et plus précisément par la considération du mouvement socialiste, sans pour autant que Mosca ait été conduit par la lecture de Michels à faire un sort à la dynamique des organisations.

Dans son *Traité de sociologie générale*, Pareto se montre plus sensible à cette dernière thématique qu'il a repérée dans la *Sociologie du parti*, mais c'est qu'il y était préparé par l'orientation de sa propre sociologie. Dès lors, d'une manière analogue à ce qu'on trouvera chez Mosca quelques années plus tard, l'inclusion d'un propos sur les partis a d'abord pour fonction de vérifier une théorie plus générale et de montrer qu'il est possible d'appliquer à ces organisations politiques des caractères relatifs à la forme générale de la société, à savoir que toute contestation de l'élite en place est le fait d'une nouvelle élite en passe de la supplanter, quand bien même cette contestation s'énonce au nom de principes hostiles à tout élitisme[68].

---

62 Voir ci-dessus, 2ème partie, ch. III, note sur Weber dans le 4ème alinéa.

63 Sur l'administration bureaucratique comme « domination en vertu du savoir », voir M. Weber, *Économie et société*, *op. cit.*, t. I, p. 299-300.

64 Voir le paragraphe « Missionnaires et intéressés », ci-dessus, 2ème partie, ch. I, 2), b), γ. Le contresens tient au fait que Michels ne comprend pas qu'il s'agit d'idéaux-types et considère dès lors la typologie wébérienne comme ayant une fonction purement descriptive.

65 Voir par exemple l'ouvrage de synthèse d'Ettore Albertoni, *Doctrine de la classe politique et théorie des élites*, Paris, Klincksieck, 1987. Sur les rapports entre Michels et la sociologie élitiste italienne, voir Pino Ferraris, *Saggi su Roberto Michels*, Camerino, Jovene, 1993 ; Riccardo Faucci (dir.), *Roberto Michels : Economia – Sociologia – Politica*, Turin, 1989 ; Pier Paolo Portinaro, « Roberto Michels e Vilfredo Pareto. La formazione e la crisi della sociologia politica », *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, n° 11, 1977, p. 99-142 ; et plus récemment Raimund Ottow, « Elitenherrschaft und Oligarchie – Vilfredo Pareto und Robert Michels », in Harald Bluhm, Skadi Krause (éd.), *Robert Michels'* Soziologie des Parteiwesens – *Oligarchien und Eliten – Die Kehrseiten moderner Demokratie*, Halle, Springer, 2012, p. 135-158.

66 Gaetano Mosca, *Elementi di scienza politica*, Fratelli Bocca, Roma, 2ème édition, 1923 (la première édition date de 1896).

67 *Ibid.*, p. 419. Plus généralement, les p. 408-419 de l'ouvrage doivent beaucoup à Michels.

68 Vilfredo Pareto, *Traité de sociologie générale*, trad. P. Boven, Paris, Payot, 1917-1919, p. 1044 (§1713 et note). Du reste, si on le compare à ses textes antérieurs, que nous évoquons plus loin, cet ouvrage de Pareto est marqué par l'influence de

Bien que Michels ne partage pas les options politiques de ces deux sociologues d'orientation à la fois libérale et conservatrice[69], il estime que ce positionnement politique n'est pas immédiatement induit par leurs théories sociologiques, qui méritent selon lui d'être comparées à des considérations peu démocratiques que l'on trouve dans le premier socialisme, notamment français (Fourier, Saint-Simon). Par ailleurs, si l'on peut contester l'existence d'une « école élitiste italienne » homogène, Michels, en les rapprochant constamment, témoigne de ce que cette idée était déjà présente du vivant des deux auteurs[70].

C'est sans doute à partir de son rapport à Pareto que l'on peut le mieux comprendre le positionnement de Michels dans ce courant. À lire la *Sociologie du parti*, le correctif qu'apporte explicitement Michels à la sociologie paretienne des élites semble minime. Pour nuancer la théorie de la « circulation des élites », qu'il lit dans le cours de 1902, *Les systèmes socialistes*[71], Michels préfère en effet parler d'une « amalgamation constante de nouveaux éléments avec les anciens »[72]. En somme, on ne peut pas dire, comme Pareto, que l'histoire serait, selon la formule devenue fameuse du *Traité de sociologie générale*, un « cimetière d'aristocraties »[73], si l'on entend par là que l'ensemble de l'ancienne élite doit nécessairement être frappée « d'une déchéance plus ou moins rapide ». Au contraire, l'inflexion qu'apporte Michels à cette thèse suggère qu'il y a un renouvellement constant des élites, qui ne s'accomplit pas brutalement au moyen de révolutions, mais par une incorporation constante de nouveaux éléments – ce qui est peut-être bien plus pessimiste politiquement[74]. On peut toutefois éclairer cette divergence mineure en soulignant un écart de fond entre les deux auteurs. Au moment de rechercher les causes de cette décadence des élites en place, Pareto souligne en effet qu'une situation révolutionnaire correspond à une augmentation simultanée du « nombre d'éléments dégénérés » dans les classes qui détiennent le pouvoir et du « nombre d'éléments de qualité supérieure » dans les classes assujetties[75]. Or bien qu'il conteste dans le détail les élucubrations raciales d'Otto Ammon et de Georges Vacher de Lapouge, Pareto en valide le cadre eugéniste général, et notamment les présupposés darwinistes[76]. On trouve en effet chez Pareto, toute une « anthroposociologie »[77] qui interprète physiologiquement la grandeur et la décadence des élites sociales. S'il est indéniable que Michels partage avec Pareto et la plupart des intellectuels de son temps des préoccupations eugénistes[78], il ne s'inscrit pas dans le courant qui prône une forme de sélection volontaire dans l'optique d'une amélioration

---

Mosca, sensible notamment par la substitution du vocabulaire de la classe dirigeante à celui de l'élite (ce qui permet de regrouper dans une même catégorie l'élite en place et celle qui est en passe de la détrôner).

69 Des deux auteurs, seul Mosca a eu un engagement politique effectif : député de 1909 à 1919, il est ensuite sénateur à vie et s'oppose activement, à partir de 1924, à la fascisation de l'État italien.

70 Elle n'a d'ailleurs pas manqué d'embarrasser les intéressés, qui avaient développé leurs sociologies indépendamment l'un de l'autre. Si, comme le rappelle Michels, c'est le plus jeune des deux, Mosca, qui a la priorité dans la publication d'une théorie des élites (la première édition de ses *Éléments de science politique* est publiée en 1896, *Les systèmes socialistes* de Pareto en 1902), on sait pourtant, par un cours professé préparé en 1896, que Pareto possédait déjà à cette date les fondements de sa propre théorie des élites.

71 Vilfredo Pareto, *Les systèmes socialistes. Cours professé à l'Université de Lausanne*, Paris, Giard & Brière, 1902-1903. Dans ce texte, Pareto considère les systèmes socialistes comme la forme d'illusion par laquelle le processus de remplacement d'une élite par une autre est voilée aux acteurs sociaux.

72 Voir ci-dessus, 6ème partie, ch. II, 2ème alinéa.

73 V. Pareto, *Traité de sociologie générale*, *op. cit.*, §2053, p. 1304.

74 On peut aussi songer à l'affinité de cette thèse avec un livre comme *La noblesse d'État* de Pierre Bourdieu, notamment lorsque ce dernier insiste, dans la dernière partie de l'ouvrage, sur le remarquable maintien de la noblesse de robe dans la diplomatie et la haute fonction publique en France.

75 V. Pareto, *Les systèmes socialistes*, *op. cit.*, p. 11.

76 Ainsi lorsqu'il évoque (*ibid.*, p. 11-12) le fait que les entraves mises à la sélection naturelle en occident rendent possible une conquête par de nouveaux barbares, ou encore lorsqu'il estime que, les riches faisant peu d'enfants mais qui survivent tous, alors que les paysans en font beaucoup dont seuls les plus résistants survivent, on comprend mieux pourquoi les élites sociales se renouvellent par le bas (*ibid.*, p. 13).

77 C'est par ce terme que G. Vacher de Lapouge qualifiait ses propres élaborations théoriques. Voir à ce propos P.-A. Taguieff, « Sélectionnisme et socialisme dans une perspective aryaniste : théories, visions et prévisions de Georges Vacher de Lapouge (1854-1936) », *Mil Neuf Cent*, 2000, n° 18, p. 7-25.

78 Voir Olivier Bosc, « Eugénisme et socialisme en Italie autour de 1900. Robert Michels et l' 'éducation sentimentale des masses' », *Mil Neuf Cent*, 2000, vol. 18, p. 81-108.

générale de la race (ce qui affleure en revanche chez Pareto), mais plutôt dans celui qui affirme la nécessité d'une attention aux conditions de vie pour améliorer la qualité de la population[79]. Le point décisif, en ce qui concerne notre texte, porte sur la manière d'envisager la sélection d'une nouvelle élite, et en l'occurrence sur le refus implicite du modèle darwiniste de sélection qui prévaut chez Pareto.

Les passages de la *Sociologie du parti* qui évoquent la sociologie italienne des élites marquent assurément une proximité plus importante avec les conceptions de Mosca, proximité qui s'atteste aussi dans l'écart sous-jacent avec certains des présupposés de la sociologie paretienne. Si Michels accorde si peu de place aux considérations physiologiques lorsqu'il s'agit de penser le renouvellement constant des oligarchies, c'est peut-être parce qu'il se souvient que les *Éléments de science politique* de Mosca, avant d'introduire le concept de classe politique, s'ouvrent sur une attaque en règle contre toutes les espèces d'hypothèses naturalistes mobilisées dans le champ des sciences sociales, depuis la théorie des climats jusqu'à celle des races. Pour Mosca, ces hypothèses doivent céder la place à une psychologie qui tienne compte de l'importance des structures sociales (de sorte par exemple qu'il y a plus de ressemblance entre un Allemand du XXe siècle et un Grec de l'Antiquité qu'entre le même et son ancêtre du Moyen-âge[80]).

À lire la *Sociologie du parti*, on peut être tenté d'y lire un simple prolongement de la conception moscatienne de la classe politique. En particulier, l'effort pour repérer, même dans les mouvements qui se présentent comme émancipateurs, des dirigeants et des dirigés, ressemble à une tentative d'appliquer aux partis politiques la dichotomie repérée par Mosca dans toute société. Dans les *Éléments de science politique*, la notion de classe politique, qui a fait la renommée de Mosca, est en effet introduite à partir de celle de classe dirigeante, dont elle est une espèce. Pour comprendre le sens que Mosca confère à la notion de classe, il n'est pas inutile, comme d'ailleurs Michels s'y essaie dans la dernière partie de sa *Sociologie du parti*, de la confronter au sens que cette notion a acquis dans le marxisme. Si en contexte marxiste, la notion de classe réunit une composante objective (la position dans les rapports de production) et une composante subjective (la conscience de classe, toujours plus ou moins conflictuelle), la notion moscatienne de classe est purement descriptive et renvoie à un partage factuel entre gouvernants et gouvernés, où les classes ne se rapportent pas immédiatement l'une à l'autre subjectivement, mais sont mises en rapport et en conflit par la dynamique sociale. Michels, lorsqu'il cherche à montrer les limites du concept économique de classe, par comparaison avec son concept politique, en arrive à mobiliser des arguments qui rappellent ceux des premiers opposants de Marx au sein de l'Association Internationale des Travailleurs[81] : dire que la socialisation des moyens de production fera disparaître les distinctions de classe et fera perdre à l'État son caractère de classe, c'est oublier que cette socialisation engendrera une oligarchie chargée d'administrer la richesse sociale, oligarchie qui constituera une nouvelle classe dirigeante. Politiquement, une telle assertion peut aussi bien conduire à une critique révolutionnaire du marxisme comme portant en lui les germes d'une nouvelle oppression, qu'à une sociologie pessimiste enregistrant dans la contestation d'une élite la percée d'une nouvelle élite.

Si les références à Weber et à la sociologie italienne des élites ont été maintes fois signalées par les commentateurs de la *Sociologie du parti*, il n'en va pas de même pour la psychologie des foules. Pourtant, à suivre les déclarations de Michels, dans l'avant-propos de la seconde édition, le « contenu ultime » de son ouvrage se ramènerait à une « psychologie des masses […] appliquée à l'histoire ». Or la psychologie des masses n'est rien d'autre que le titre sous lequel fut traduit en allemand la *Psychologie des*

79 On nomme cette seconde tendance « mésologique » en raison de son insistance sur le milieu. On possède un témoignage de la position défendue par Michels au travers de sa participation, au sein d'une délégation composée surtout de socialistes italiens (chez qui ces préoccupations, comme celles attenantes à la criminologie, étaient très répandues), au premier Congrès International d'Eugénique à Londres en 1912. Michels y présenta une contribution sur la sélection d'une nouvelle élite par les organisations de la classe ouvrière.

80 G. Mosca, *Elementi di scienza politica*, *op. cit.*, vol. I, p. 40. Lorsque Michels parle de psychologie, cela ne tient donc pas toujours à l'influence qu'a eue sur lui la lecture de la *Psychologie des foules* de Gustave Le Bon, mais aussi à la place que tient cette discipline chez Mosca.

81 Voir notamment Bakounine, *Étatisme et anarchie*, in *Œuvres complètes*, vol. IV, Paris, Champ Libre, 1978.

foules de Gustave Le Bon[82], ouvrage le plus célèbre de cette pseudo discipline auquel Michels se réfère à plusieurs reprises[83]. Il n'est pas impossible que la substitution du vocabulaire de la masse à celui de la foule induise un certain nombre de distorsions dans la perception des phénomènes dont prétend s'emparer cette « psychologie collective »[84]. Le passage de la foule à la masse, terme plus générique, semble permettre l'extension du modèle de la psychologie des foules à de nouveaux objets qui ne sont pas des foules, voire à « la vie des groupes » en général, comme le suggère le sous-titre que Michels a donné à son ouvrage. Mais il pourrait aussi permettre d'inclure certaines considérations libérales sur la société de masse, qu'on a parfois fait remonter aux travaux de Tocqueville[85].

Il est possible de distinguer trois usages distincts par Michels de la psychologie des foules. Le premier consiste à s'appuyer sur elle pour établir l'impossibilité d'une démocratie de masse qui soit une démocratie directe. Il faut d'emblée souligner toutefois que dans ce contexte, la psychologie des foules n'est mobilisée que comme une explication parmi d'autres, qui sont d'ordre mécanique et technique, et qui constituent le cœur du propos de Michels[86]. Conformément au modèle mis en place par Le Bon, le propos est alors de souligner qu'en se rassemblant, les hommes deviennent une masse, susceptible en tant que telle de succomber aux suggestions d'un meneur[87]. À ce dispositif, Michels oppose le paradigme de la délibération par petits groupes, qui fait apparaître la psychologie des foules essentiellement comme une pathologie de la masse. Si Michels apparaît dans ces pages comme plus proche de Le Bon que de Tarde ou Sighele, c'est en tant qu'il ne considère pas qu'il y aurait une intelligence de la foule, et notamment de la masse organisée : comme chez Le Bon, la foule est ce regroupement très particulier où le tout vaut moins que la somme de ses parties, et dans lequel chacune des parties se trouve diminuée par sa participation au tout, de sorte qu'elle constitue un phénomène inverse à celui de la coopération. Dans la foule, les individus s'érodent réciproquement, pour ne plus laisser subsister qu'un socle minimal qui leur est commun[88]. Parmi les éléments qui manifestent cette érosion de l'individualité, on retiendra, avec Michels, l'atténuation du sentiment de responsabilité, de l'intelligence et du sens des réalités, mais aussi l'incapacité à créer ou à prendre quelque initiative que ce soit, ce qui vient justifier la dichotomie entre foule et meneur – ou dans le vocabulaire de Michels, entre masse et dirigeant.

En second lieu, la psychologie des foules est mobilisée par la *Sociologie du parti* pour rendre compte de la genèse du phénomène dirigeant. Michels met d'abord en avant le besoin qu'aurait la masse d'une direction[89]. Ce besoin, qui est sans limite, vaut tout autant pour la masse organisée que pour celle qui ne l'est pas, il est inhérent à la masse et se trouve dynamisé par le « misonéisme » (la haine de toute

82 Ce que le lecteur français peut difficilement deviner lorsqu'il lit sous le titre (choisi en 1924 par le traducteur Samuel Jankélévitch) *Psychologie collective et analyse du moi* l'ouvrage de Freud fortement inspiré par Le Bon, *Massenpsychologie und Ich-Analyse*.

83 G. Le Bon n'a toutefois ni la primauté, ni le monopole de la psychologie des foules : le terme fut créé par Scipio Sighele en 1891 dans *La foule criminelle* (Paris, Alcan, 1892 pour la traduction française), ouvrage que cite Michels, et le terrain fut également investi par Gabriel Tarde dans quelques articles, dont « L'action inter-mentale » en 1901 (publié dans la revue *Archives d'anthropologie criminelle*, XVI, p. 181-190). Tarde, qui rendit compte le premier des travaux de Sighele, qualifia d'ailleurs Le Bon de « plagiaire doublé d'un photographe » (cité par Olivier Bosc, *La foule criminelle. Politique et criminalité dans l'Europe du tournant du XIXe siècle*, Paris, Fayard, 2007, p. 133-135).

84 Par un effet de double traduction, c'est en effet ce qu'est devenue la psychologie des foules dans la traduction proposée en 1921 par Samuel Jankélévitch (déjà traducteur de la *Sociologie du parti* de Michels) de l'essai de Freud (fortement inspiré par Le Bon) *Massenpsychologie und Ich-Analyse* (voir *Psychologie collective et analyse du moi* in Freud, *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot, 1968, p. 83-176).

85 Voir Serge Audier, *Tocqueville retrouvé : genèse et enjeux du renouveau tocquevillien français*, Paris, Vrin, 2005, p. 45.

86 Voir ci-dessus, 1ère partie, section A, ch. 2.

87 Sur cet « intangible triptyque » que constituent, dans toute psychologie des foules, l'existence de la foule comme être doté de caractéristiques essentielles, le triple phénomène d'hypnose, de contagion et de suggestion, et la figure du meneur, voir Vincent Rubio, « Le regard sociologique sur la foule à la fin du XIXe siècle », *Mil neuf cent*, 2010/1, n° 28, p. 18.

88 Il y a chez Le Bon une interprétation directement raciale de ce socle commun que ne semble pas reprendre Michels. Pour une discussion des usages politiques qui ont pu être faits de Le Bon (lequel, pour ne se fâcher avec personne, se gardait prudemment de toute prise de position politique), voir Olivier Bosc, « Gustave Le Bon, un mythe du XXe siècle ? » in *Mil neuf cent*, 2010/1, n° 28, p. 101-120.

89 Voir ci-dessus, 1ère partie, section B, ch. 2.

nouveauté) et les différences de compétences entre dirigeants et dirigés. Il connaît en outre des déclinaisons nationales. À proprement parler, chez Michels comme chez Le Bon, il n'y a pas vraiment de masse tant qu'il n'y a pas de dirigeant ou de meneur[90]. C'est sans doute aussi dans la lignée de Le Bon que s'inscrit Michels lorsqu'il récuse l'idée d'une artificialité de la masse : alors que chez Tarde, par exemple, la mention des foules artificielles vise à pointer le fait qu'elles représenteraient un danger criminel supérieur[91], la naturalisation intégrale des phénomènes de masse chez Le Bon et Michels leur permet de souligner que la masse est aussi capable de gratitude[92]. S'agissant enfin du besoin de vénération des masses, auquel Michels consacre un chapitre entier[93], il appelle deux remarques. La première est relative à l'identification des masses au fétichisme des primitifs et elle confirme l'idée que les phénomènes de masse font s'éroder les traits individuels pour faire ressortir un socle archaïque commun. La seconde porte sur la manière dont la vénération semble s'entretenir elle-même : elle fait naître chez les dirigeants une forme de mégalomanie, qui en retour exerce sur les masses un pouvoir de suggestion. Or il n'est pas impossible que Michels, à travers de modèle, cherche à rendre compte, sans le savoir, de phénomènes qui seront analysés par Weber à travers la catégorie du charisme. Dans ce cas, le charisme ne serait rien d'autre qu'une qualité conférée au dirigeant par le fait même qu'il se trouve en position dirigeante.

Le troisième usage de la psychologie des foules consiste à l'appliquer aux dirigeants des partis ouvriers. C'est là encore Le Bon, et les considérations qu'il développe sur la psychologie des meneurs, hypnotisés et menés par l'idée dont ils se font les apôtres, qui se trouve mis à contribution. Elle permet d'éviter à Michels de superposer une distinction entre rationalité et irrationalité à la distinction entre dirigeants et dirigés. Plus intéressante encore est la mention, dans une note, d'une « masse dirigeante », celle des congrès du parti, qui obéirait à son tour à la psychologie des masses[94]. Elle permet en effet de couper court à l'un des effets de naturalisation induits par l'usage d'un vocabulaire psychologique pour aborder des phénomènes collectifs : si ces phénomènes semblent bien régis par une légalité de type naturel, toutefois les individus qui composent les deux groupes, celui des dirigeants et celui des dirigés, ne sont pas naturellement destinés à occuper telle ou telle position. Il existe ce qu'on pourrait appeler des situations de masse, qui déterminent d'une manière nécessaire le comportement des individus, de sorte que les dirigeants peuvent ponctuellement adopter le comportement de dirigés lorsqu'eux-mêmes se trouvent former une masse.

Cet triple usage de la psychologie des foules n'en reste pas moins problématique, aussi bien sur un plan scientifique que sur un plan politique. La psychologie des foules a tout d'abord les défauts de toute psychologie collective, qui se distingue de la psychologie sociale[95] en ceci qu'elle construit un être collectif en lui attribuant une psyché – or en toute rigueur, il n'y a de psyché qu'individuelle, et donc que des individus qui adoptent individuellement, lorsqu'ils se trouvent dans des situations de foule, tel ou tel comportement[96]. Le risque est alors de se trouver enfermé dans une circularité, la foule se définissant par la psychologie des foules, qui présuppose précisément le concept de foule[97]. Or précisément, c'est un problème de savoir à quelles conditions une certaine quantité d'humains constitue une foule ou une masse. Il semble par exemple que la présence physique simultanée ne soit pas nécessairement requise, puisque la psychologie des foules s'intéresse aux réactions simultanées d'une

---

90 D'où la comparaison animale très parlante qu'emploie Michels : privée de dirigeant, la masse se comporte comme une « fourmilière débusquée […] dénuée de tout instinct de réorganisation » (ci-dessus, p. [I, B, 2, avant-dernier alinéa]).

91 Voir le commentaire proposé par Serge Moscovici de l'ouvrage de Tarde, *L'opinion et la foule* (1901) dans *L'âge des foules : un traité historique de psychologie des masses*, Paris, Fayard, 1981, p. 225.

92 Voir ci-dessus, 1ère partie, section B, ch. 3.

93 Voir ci-dessus, 1ère partie, section B, ch. 4.

94 Voir ci-dessus, 2ème partie, ch. 3, 5), 5 alinéas avant la fin, fin de la longue note de bas de page.

95 De ce point de vue, il est difficile de faire des psychologues des masses des précurseurs de la psychologie sociale, comme le voudrait Serge Moscovici dans *L'âge des foules*, *op. cit.*

96 Dérivé du verbe latin *fullare* (fouler, presser), le mot foule fait immédiatement signe vers les effets de compression et d'érosion qui découlent, pour les individus, du fait de se retrouver rassemblés en grand nombre.

97 Cette circularité est particulièrement sensible chez Le Bon et Tarde lorsqu'ils soulignent que la foule est incapable d'initiative – c'est-à-dire qu'elle est dépourvue d'une capacité qui n'appartient en propre, par définition, qu'à la psyché individuelle.

grande quantité de personnes touchées par un même moyen de communication et les messages qu'il véhicule. Il semble également difficile de considérer uniquement comme une foule une manifestation qui s'avance vers un but déterminé et dont les membres sont précisément rassemblés pour « faire masse ». On notera également que, curieusement, Le Bon ne fait pas droit, dans sa *Psychologie des foules*, à ce qui semble correspondre le plus strictement à la notion de foule, à savoir le rassemblement involontaire d'un grand nombre de personnes dans un même lieu (transports, grands magasins...).

Peu rigoureuse conceptuellement, la psychologie des foules est également tributaire d'un certain nombre de préjugés sociaux sur le peuple. Adossée au contre-modèle d'une rationalité identifiée au type d'individu requis par les régimes parlementaires, dont l'individu pris dans la foule constitue l'antithèse stricte, la psychologie des foules se présente d'emblée comme une psychopathologie, qui présuppose la conception d'un individu normal. « Savoir d'arrière-plan »[98] né tout autant d'une peur de la foule révolutionnaire que de la mise en place d'une société de masse, le discours de la psychologie des foules présente une affinité immédiate avec des normes sociales dominantes (de type individualiste et rationaliste) et le sentiment de dépossession et de perte de contrôle propre à l'individu moderne, et cela contribue à expliquer pourquoi il peut aussi aisément être intégré par les acteurs sociaux[99]. Malgré ses préjugés aristocratiques, la psychologie des foules est un savoir d'emblée vulgarisé parce qu'il est, littéralement, d'origine vulgaire.

Le sens politique de la psychologie des foules n'est toutefois pas univoque. Si certains des auteurs qui s'en réclament sont des conservateurs (Le Bon, Tarde), d'autres sont plus proches des idées socialistes (Sighele), et surtout leurs théories connaissent à l'époque (comme celles des criminologues) une vogue générale, ce qui tient aussi à leur grande plasticité. Il est vrai que l'usage qui a pu être fait de ces théories à partir des années 1920 a contribué à assombrir l'image qui nous en est parvenue. La psychologie des foules a alors pu être envisagée comme un savoir pratique, susceptible de fournir des applications techniques de l'ordre de la manipulation des foules, et à l'heure où l'intervention des masses dans l'histoire a pris une coloration nettement instrumentale, les théories de Le Bon ont pu être accusées de n'être que les théories de ces pratiques[100]. C'est toutefois négliger le fait qu'un certain nombre de préjugés aristocratiques sur le peuple étaient partagés à cette époque aussi bien par des partisans d'un usage des foules contre le parlementarisme que par des partisans des régimes parlementaires.

Plus problématique est en revanche, notamment pour le propos de Michels, l'effet à la fois théorique et politique de ces théories. En effet, le fait d'envisager les tendances oligarchiques dans les organisations comme découlant des lois d'une psychologie collective tend à la fois à naturaliser le phénomène et à en faire davantage qu'une tendance qu'il serait possible de contrecarrer au moyen de contre-tendances, un fait social indépassable. On ne peut qu'être frappé par le fait que les formulations les moins dynamiques, les moins relatives et les plus fixistes de la « loi d'airain de l'oligarchie » voisinent souvent chez Michels avec l'usage d'un vocabulaire psychologique (notamment dans les chapitres conclusifs de la *Sociologie du parti*). Dès lors, bien que l'ouvrage ait été conçu afin de désabuser les masses, on peut se demander s'il existe un autre choix, à celui qui voudrait échapper à l'oligarchie, que de se priver de l'organisation, et avec elle de l'effectivité politique qu'elle permet – ce qui serait l'une des voies possibles de l'anarchisme.

Structure, signification et postérité du la Sociologie du parti

L'organisation d'ensemble de la *Sociologie du parti* se ressent de cet usage de la psychopathologie des foules, et en s'appuyant pour partie sur le vocabulaire mobilisé par Michels, on peut restituer le plan de l'ouvrage de la manière suivante. La première partie constitue explicitement une étiologie du phénomène dirigeant – or l'étiologie, ce n'est rien d'autre que la recherche, en médecine, des causes

98 Vincent Rubio, « *Psychologie des foules* de Le Bon, un savoir d'arrière-plan », *Sociétés*, 2008/2, n° 100, p. 79-89.

99 Le fait que la psychologie des foules ait été popularisée par un personnage comme Gustave Le Bon, qui se trouve à la lisière du monde scientifique proprement dit et de l'univers des essayistes polygraphes, n'est sans doute pas anodin. Voir Benoît Marpeau, *Gustave Le Bon. Parcours d'un intellectuel 1841-1931*, Paris, CNRS Éditions., 2000.

100 Mussolini déclarait ainsi être un fervent lecteur de la *Psychologie des foules* de Le Bon (cité par O. Bosc, *art. cit.*, p. 114).

d'une maladie. Il s'agit donc pour Michels de partir d'un fait, de cette pathologie sociale que constitue l'oligarchie pour en rechercher, sur un mode inductif, les causes génétiques. Si l'on cherche à poursuivre la métaphore médicale, les deuxième et troisième parties, qui insistent sur la dimension factuelle et psychologique de la domination des dirigeants dans le parti, correspondraient à une description des symptômes et la quatrième partie à un diagnostic. L'usage récurrent, dans la cinquième partie, du vocabulaire de la prophylaxie, donc des mesures préventives pour éviter l'apparition d'une maladie, indiquent suffisamment qu'il s'agit à ce moment d'envisager des remèdes – qui d'ailleurs ne fonctionnent pas – avant de proposer, dans la dernière partie, un bilan qui tient en même temps du pronostic. Cette orientation générale du propos contribue à inscrire la *Sociologie du parti* dans ces études des pathologies de la modernité que d'autres sociologues allemands de l'époque ont pris pour objet[101]. Tout en suggérant la nécessité d'une intervention politique qu'il s'agit d'éclairer par la science, elle exprime d'ailleurs, sinon le même pessimisme que ces derniers, tout du moins un fort scepticisme quant à la possibilité d'y parvenir.

Toutefois, la construction de détail de l'ouvrage n'a pas toujours la clarté de la structure d'ensemble qu'on s'est essayé de mettre au jour, et bien que Michels ait abondamment remanié son texte en déplaçant des dizaines de passages entre les deux éditions de l'ouvrage, celui-ci reste néanmoins entaché par des redites, des digressions et une tendance générale à faire flèche de tout bois au service de la thèse qui est la sienne. Ce caractère parfois désordonné du propos tient aussi sans doute, sinon au défaut de méthodologie de son auteur, tout du moins à l'entrecroisement de perspectives hétérogènes, parmi lesquelles il faut compter les différentes sources d'influence mentionnées plus haut. Il tient aussi à l'abondante matière de l'ouvrage, qui fait une grande partie de son intérêt. Comme l'avait bien pressenti Max Weber dans la première lettre qu'il lui adressa, ce qui fait la valeur du travail de Michels, c'est d'abord la position de son auteur, à la lisière des organisations qu'il prend pour objet, et dont il possède une connaissance intime tout en tâchant de les soumettre à une distance objectivante – ce qui est le propre, et la difficulté, de l'observation participante[102]. Cette position permet à Michels d'avoir accès à des sources de première main, et notamment à la littérature interne de différents partis socialistes européens[103].

Mais la situation personnelle de l'auteur n'induit-elle pas aussi un certain nombre de biais ? Le premier pourrait tenir à la nature du militantisme qui fut celui de Michels au sein du SPD. Dans un article récent[104], Andrew G. Bonnell estime que les caractéristiques sociologiques de la section locale du SPD dans laquelle Michels milita, celle de la ville universitaire de Marbourg, a pu contribuer à infléchir ses thèses, notamment en raison du faible nombre d'ouvriers qui en faisaient partie. Il est vrai que le nombre de pages que Michels consacre au militantisme non-ouvrier au sein du SPD est sans commune mesure avec ce que représente cet élément au sein du parti. Toutefois, Michels ne fait guère mention de sa propre expérience de militant du parti, et surtout, il n'est pas impossible que ce biais sociologique soit davantage induit par l'objet même de sa recherche, qui s'intéresse moins aux formes d'auto-organisation du prolétariat qu'aux dérives oligarchiques des organisations ouvrières. Mais il est vrai qu'une prise en compte des formes effectives du militantisme ouvrier aurait peut-être permis de nuancer le propos général de l'ouvrage.

Plus problématique peut-être est le biais politique que l'on peut soupçonner chez Michels. Sans revenir ici sur les interprétations dont le parcours d'ensemble du sociologue germano-italien a pu faire l'objet, il faut prendre en considération une lecture qui estimerait que Michels n'a fait que transformer en sociologie du parti sa propre déception de militant du SPD. Cette lecture transparaît tout autant parmi ceux qui, à sa sortie, ne goûtèrent que modérément ce qu'ils interprétaient comme un pamphlet

101 Sur la manière dont ce projet est mis en œuvre par Tönnies, Simmel et Weber, voir Aurélien Berlan, *La fabrique des derniers hommes. Retour sur le présent avec Tönnies, Simmel et Weber*, Paris, La Découverte, 2012.

102 La notion d'observation participante ne sera théorisée que plus tard, notamment par les anthropologues Bronislaw Malinowski et John Layard, à propos de leur travail auprès des populations mélanésiennes.

103 Les notes constituent ainsi plus d'un tiers du volume : on comprend dès lors en quoi la décision de ne pas les traduire, lors de la première édition française de l'ouvrage, a pu compromettre sa réception en France.

104 Andrew G. Bonnell, « Oligarchy in Miniature? Robert Michels and the Marburg Branch of the German Social Democratic Party », *German History*, vol. 29-1 (mars 2011), p. 23-35.

visant la direction du SPD, que parmi des auteurs qui prétendaient proposer une critique radicale des organisations politiques. Assurément cette déception militante a joué un rôle moteur dans la décision de Michels de travailler sur les rapports de pouvoir à l'intérieur des organisations socialistes. Mais encore faut-il souligner la nature de cette déception, qui tient tout autant aux carences de la vie démocratique à l'intérieur du parti (donc à sa dérive oligarchique) qu'à l'édulcoration de sa politique effective à l'extérieur (quiétisme politique, renoncement à l'antimilitarisme). L'intuition originelle de Michels consiste à avoir mis en rapport ces deux dimensions et à avoir cherché à comprendre l'affinité entre ce que certains militants vivaient comme une trahison dans la conduite extérieure du parti et ce qui se passait (ou ne se passait pas) à l'intérieur du parti. Cette articulation de l'interne et de l'externe, qui représente une dimension constitutive de toute vie partisane, Michels y a été sensible en raison de ses propres engagements déçus, mais il n'est pas certain que ce fait diminue la valeur objective de son analyse.

Mieux encore, certains des passages qui interrogent la manière dont ce qui était vécu par les militants comme un instrument en faveur de l'émancipation a pu devenir une simple fin en soi, voire une nouvelle source d'oppression, en tant qu'ils engagent la question des rapports entre les moyens et les fins d'une politique de l'émancipation, ont une portée qui est davantage philosophique que sociologique[105]. Sommairement résumé, l'argument d'ensemble de la *Sociologie du parti* se ramène au raisonnement suivant : pour s'imposer, l'idéal démocratique doit en passer par l'organisation ; or l'organisation conduit nécessairement à l'oligarchie, qui contredit la démocratie ; donc cet idéal ne peut s'imposer. Un tel raisonnement repose sur un présupposé implicite : celui de l'absence d'hétérogénéité entre les moyens et les fins, hétérogénéité qui signifierait au contraire qu'il serait possible de parvenir à la démocratie par des moyens non démocratiques. Tout un pan de l'ouvrage de Michels sert à illustrer en revanche que le renoncement à la démocratie au sein de l'organisation se traduit par un renoncement similaire au dehors[106]. On comprend mieux dès lors pourquoi Weber, notamment dans les lettres qu'il lui envoya au cours de l'été 1908, considérait Michels comme le représentant d'une éthique de la conviction pour qui la qualité des moyens prime sur l'atteinte de la fin[107].

Si l'on ne saurait contester la pertinence toujours actuelle de ce type d'interrogation, il est en revanche indéniable que certaines analyses présentées dans la *Sociologie du parti* paraissent aujourd'hui datées, notamment du fait de l'accentuation de tendances que l'ouvrage repère, et particulièrement de la professionnalisation de la politique. Compte tenu de ce que fut l'évolution des partis se réclamant du socialisme au cours du dernier siècle, une partie de la sociologie des dirigeants de partis esquissée dans la quatrième partie de l'ouvrage par Michels n'a plus guère de valeur qu'historique. On ne peut plus guère parler aujourd'hui du renoncement que signifierait pour les dirigeants socialistes qui sont issus de la bourgeoisie le fait de s'investir exclusivement dans la politique tant les grands partis européens qui se réclament de cette tradition sont devenus de simples marchepieds pour le pouvoir, qui n'excluent en rien la poursuite ultérieure d'une carrière dans de grandes entreprises privées[108]. De ce point de vue, les analyses, certes moins empiriques et plus dispersées, que propose Max Weber, en tant qu'elles entérinent avec réalisme comme quelque chose d'inéluctable la professionnalisation de la politique, sont souvent d'une plus grande actualité[109].

---

105 On peut trouver un écho de cette manière de se rapporter au parti dans Simone Weil, *Note sur la suppression générale des partis politiques* (1940), Paris, Climats, 2006

106 De ce point de vue, Michels rejoint toute une tradition, notamment libertaire, qui pense l'adéquation des moyens aux fins visées, depuis Errico Malatesta dénonçant la terreur révolutionnaire (« on ne peut défendre [la révolution] avec des moyens qui sont en contradiction avec ses fins », *Pensiero e Volontà*, 1er octobre 1924 in *Écrits choisis*, Paris, Éditions du Monde Libertaire, 2006, p. 183), jusqu'aux situationnistes soutenant qu'on « ne peut plus *combattre l'aliénation sous des formes aliénées* » (Guy Debord, *La société du spectacle*, §122, Paris, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2006, p. 819) en passant par le Sartre des *Cahiers pour une morale*, Paris, Gallimard, 1983, p. 191 : « Si la fin est *à faire*, si elle est choix et risque pour l'homme, alors elle peut être altérée par les moyens, car elle est ce qu'on la *fait*, et elle se transforme à mesure que l'homme se transforme lui-même par l'usage qu'il fait des moyens. »

107 Voir l'analyse qu'en propose W. Mommsen dans son article « Robert Michels und Max Weber », *art. cit.*

108 En France, l'histoire récente du Parti Socialiste, telle qu'elle a été décrite par Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki (*La société des socialistes – Le PS aujourd'hui*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2006), témoigne de cette évolution.

109 En particulier dans la conférence déjà citée sur *La politique comme profession*. Dans ce même texte, Weber n'en dénonçait

On ne saurait conclure cette postface sans dire un mot de la réception et de la postérité de la *Sociologie du parti*. S'agissant de la réception immédiate de l'ouvrage, Michels a sans doute donné les faits les plus marquants dans son avant-propos à la deuxième édition allemande. Pour atténuer l'autosatisfaction qui perce dans ce texte, il faut néanmoins souligner que, pour avoir été lue, la *Sociologie du parti* n'a pas eu pour autant beaucoup d'effets sur les organisations qu'elle analysait, et la réception la plus favorable a eu lieu ou bien dans des courants conservateurs qui y voyaient une confirmation de leurs propres théories, ou bien dans les milieux libertaires ou situés à gauche de la social-démocratie[110], et qui avaient de toute façon un point de vue déjà très critique sur cette dernière. Souvent célébré comme un classique de la sociologie politique, traduit dans de nombreuses langues et plusieurs fois réédité en France malgré une traduction lacunaire et défectueuse, l'ouvrage demeure régulièrement cité lorsqu'il est question de critiquer les dérives oligarchiques au sein des partis de gauche[111]. Cette continuité de la réception a toutefois un corollaire : la recherche initiée par Robert Michels n'a pas eu de suite à sa hauteur, et notamment pas dans le champ de la littérature académique consacrée aux partis politiques, qui ne s'est guère intéressée, sur un mode critique, à la connexion entre les relations de pouvoir au sein des organisations politiques et les buts que ces dernières poursuivaient au dehors[112].

Que cette question conserve pourtant une pertinence, c'est ce qu'atteste un certain nombre de manières contemporaines de se rapporter à l'histoire du parti. On n'en prendra ici qu'un seul exemple[113]. Dans les cours au Collège de France de Michel Foucault, on voit émerger l'idée qu'il y aurait lieu de considérer une « gouvernementalité de parti apparue en Europe à la fin du XIXe siècle », c'est-à-dire une façon propre aux partis politiques de conduire les conduites humaines. Dans *Naissance de la biopolitique*, cette interrogation sur les rapports de pouvoir au sein des partis est directement associée à une enquête régressive sur « l'origine historique de quelque chose comme les régimes totalitaires »[114], et il est possible de la mettre en rapport avec d'autres passages du même cours dans lesquels Foucault insiste sur le fait que le nazisme constitue moins une expansion incontrôlée de l'État qu'une étatisation de la gouvernementalité de parti[115], ou encore avec quelques passages polémiques sur le Parti Communiste Français dans le cours de l'année précédente, *Sécurité, territoire, population*, qui proposent l'esquisse d'une généalogie du PCF à partir des sociétés secrètes et du léninisme[116]. Ces textes, qui constituent aussi pour Foucault l'annonce d'un programme de recherche qu'il ne mènera pas à bien, présentent l'intérêt de penser à nouveaux frais l'articulation entre pouvoir à l'intérieur du parti et pouvoir à l'extérieur. Ce projet stimulant, bien qu'il s'adosse à une distinction très sommaire entre deux types de partis (ceux qui constituent de simples marchepieds vers le pouvoir et ceux qui découlent de la forme des sociétés secrètes à vocation politique[117]) permet aussi de pointer ce qui peut être vu

pas moins « l'absence de cause » (*Unsachlichkeit*) comme l'un des péchés mortels de la politique contemporaine : M. Weber, *Le savant et le politique*, *op. cit.*, p. 184.

110 Le texte est ainsi cité très favorablement par l'anarchiste américain Colin Ward dans son article « Anarchism as a Theory of Organization », in Leonard I. Krimerman et Lewis Perry (éd.), *Patterns of Anarchy*, New York, Anchor Books, 1966, p. 386-396.

111 C'est ainsi par une citation de la *Sociologie du parti* que s'ouvre l'ouvrage de R. Lefebvre et F. Sawicki, *La société des socialistes*, *op. cit.* Il s'agit également de la référence centrale de l'article de Philippe Corcuff et Lilian Mathieu, « Partis et mouvements sociaux » in *Actuel Marx*, n° 46, 2009/2, p. 67-80. Voir aussi Antoine Schwartz, « La résistible dérive oligarchique », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2015, p. 18-19. Le livre est également mentionné dans la partie inédite de la correspondance de Guy Debord avec J.-F. Baudet en 1989.

112 Voir par exemple l'ouvrage classique de Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 2001 (1ère édition, Paris, Armand Colin, 1951). Cette question passe aussi au second plan dans les monographies consacrées au Parti Communiste Français, voir notamment Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

113 Voir aussi la critique de la « forme-parti » chez Antonio Negri et Michael Hardt, notamment dans *Commonwealth*, trad. E. Boyer, Paris, Stock, 2012, p. 266.

114 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique : cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Gallimard-Seuil, 2004, p. 196-197.

115 *Ibid.*, p. 115-116

116 Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Gallimard-Seuil, 2004, p. 202-203. Voir aussi un court texte de la même période à propos du modèle léniniste du parti dans *Dits et écrits*, tome 2, 1976-1988, Paris, Gallimard « Quarto », p. 613-616.

117 Il est possible que cette distinction trouve sa source dans celle proposée par Maurice Duverger entre « partis

rétrospectivement comme une carence dans l'ouvrage de Michels, si l'on songe que le fascisme, le stalinisme et le nazisme furent aussi et peut-être d'abord des phénomènes partisans et que la *Sociologie du parti* ne donne guère à son lecteur de moyens pour les comprendre comme tels[118]. Or, même si ces phénomènes historiques se sont développés après la première parution de la *Sociologie du parti*, Michels aurait pu trouver des éléments pour traiter de la spécificité du bolchevisme à partir de la polémique qui opposa Rosa Luxemburg à Lénine, après la publication par ce dernier de son livre *Un pas en avant, deux pas en arrière* en 1904[119]. À cette occasion, R. Luxemburg insista notamment sur les affinités entre la discipline absolue prônée par Lénine dans le parti et celle qui prévalait dans les usines, les casernes et les grands appareils bureaucratiques et sur le risque que, sous prétexte de lutter contre l'opportunisme, on ne désarmât les ouvriers contre l'ordre social existant.

Mais il est aussi possible de souligner la manière dont l'ouvrage de Michels permet de remédier à certains défauts nichés dans l'esquisse de projet de recherche annoncé par Foucault dans ses cours au Collège de France. Foucault ne semblait en effet s'intéresser à cette « gouvernementalité de parti » qui serait née à la fin du XIXe siècle que dans la mesure où elle aurait permis de saisir les origines des phénomènes totalitaires du XXe siècle comme des modes spécifiques de gouvernement. Or cette perspective fait courir un risque, propre à toute démarche généalogique trop rapidement esquissée : celui de n'envisager certaines formes partisanes qu'en tant qu'elles permettent de rendre compte de leur descendance totalitaire, et donc de laisser de côté leur descendance avortée dans des formes plus émancipatrices. Or précisément, en tant qu'elle se situe en amont de ces phénomènes, en tant aussi qu'elle restitue les débats qui avaient cours, au sein du socialisme du début du XXe siècle, sur la question de l'organisation, la *Sociologie du parti* de Michels permet d'échapper à une dichotomie sommaire qui jugerait du projet de s'organiser à la lumière de ce que les organisations sont devenues ultérieurement.

Jean-Christophe ANGAUT

---

totalitaires » et « partis spécialisés » (*Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 182 *sq.*).

118 C'est d'ailleurs précisément parce que le fascisme et le bolchevisme sont « des États devenus partis, ou des partis devenus États, comme on voudra » que Michels affirme avoir dû renoncer à les prendre en considération dans la deuxième édition de la *Sociologie du parti* (voir ci-dessus, avant-propos à la deuxième édition allemande, 3ème alinéa en partant de la fin).

119 Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Paris/Moscou, Éditions Sociales/Éditions du Progrès, 1970. L'article de Rosa Luxemburg, « Questions d'organisation de la social-démocratie russe » (parfois connu sous le titre « Centralisme et démocratie » et publié initialement dans la *Neue Zeit*), ainsi que la réponse de Lénine ont été publiés en annexe de Léon Trostky, *Nos tâches politiques*, Paris Belfond, 1970.